



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Guide technique 3 de la FAO

Intégrer le genre dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes de transferts en espèces et de travaux publics



Trousse à outils sur
les programmes de
protection sociale
sensibles au genre
pour lutter contre
la pauvreté et la faim
en milieu rural

Guide technique 3 de la FAO

Intégrer le genre dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes de transferts en espèces et de travaux publics

Trousse à outils sur les programmes de protection sociale sensibles au genre pour lutter contre la pauvreté et la faim en milieu rural

Citer comme suit:

FAO. 2020. *Intégrer le genre dans la mise en oeuvre et le suivi-évaluation des programmes de transferts en espèces et de travaux publics - Guide technique 3 de la FAO*. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca2035fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-153072-2

© FAO, 2020



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BYNC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Table des matières

Remerciements	iv
Sigles et acronymes	v
Introduction	1
PREMIÈRE PARTIE	
Guide de la mise en œuvre sensible au genre des programmes de protection sociale.....	5
1.1 Pourquoi la mise en œuvre sensible au genre est-elle importante?	6
1.2 Dimensions clés pour l'intégration du genre dans la mise en œuvre des programmes	7
DEUXIÈME PARTIE	
Comment planifier un cadre de suivi-évaluation et une évaluation d'impact sensibles au genre	17
2.1 Pourquoi le suivi-évaluation sensible au genre est-il important?	18
2.2 Définition des concepts clés.....	19
2.3 Comment mettre au point un cadre de suivi-évaluation sensible au genre.....	20
2.4. Le rôle des évaluations d'impact	34
ANNEXE 1	
Ressources clés	40
ANNEXE 2	
Liste des interlocuteurs clés	42
ANNEXE 3	
Outils d'apprentissage	43
Références	45

Remerciements

Ce document est le fruit d'un effort commun des équipes chargées de la protection sociale et du genre au sein de la Division de transformation rurale inclusive et parité hommes-femmes (ESP) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) coordonné par Maja Gavrilovic, Juan Gonzalo Jaramillo Mejia, Susan Kaaria et Natalia Winder-Rossi, avec l'appui technique d'Ana Paula de la O Campos et Pamela Pozarny.

Les auteurs sont reconnaissants à Liz Kœchlein de la FAO, Rebecca Holmes de l'Overseas Development Institute (ODI), Prof. Maxine Molyneux d'UCL Institute of the Americas, Amber Peterman du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Raquel Tebaldi du Centre international de politiques pour la croissance inclusive (CIP-CI) pour leurs remarques et suggestions très utiles sur les versions antérieures de ce document.

Enfin, les auteurs aimeraient remercier Green Ink qui a réalisé la traduction en français et la mise en page, Andrea Wohr qui a réalisé la conception graphique, Melina Archer de la FAO qui a géré le processus de publication et Loïs Archimbaud de la FAO pour la révision du document.

Sigles et acronymes

ASGPV	Analyse sensible au genre de la pauvreté et la vulnérabilité
BISP	Benazir Income Support Programme (Pakistan)
EPWP	Expanded Public Works Programme [Programme élargi de travaux publics] (Rwanda)
MGNREGS	Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme [Programme national Mahatma Gandhi de garantie d'emploi en zone rurale] (Inde)
ONG	Organisation non gouvernementale
PTE	Programme de transferts en espèces
PTP	Programme de travaux publics
TEP	Tableau d'évaluation des progrès
VUP	Programme Vision 2020 Umurenge (Rwanda)
WEAI	Women's Empowerment in Agriculture Index [Indice d'autonomisation des femmes dans le secteur agricole]

Introduction

Bienvenue au **Guide technique 3 de la FAO** – Intégrer le genre dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes de transferts en espèces et de travaux publics. Il s'agit du troisième volume de la série de trois guides compris dans la *Trousse à outils sur les programmes de protection sociale sensibles au genre pour lutter contre la pauvreté et la faim en milieu rural* (voir la figure 1).

Figure 1 : Vue d'ensemble des guides techniques et principales questions traitées

Vue d'ensemble	Thèmes traités
Guide technique 1: Présentation des programmes de protection sociale sensibles au genre.	<ul style="list-style-type: none"> • Pourquoi est-il important d'adopter une approche sensible au genre pour aborder la protection sociale? • Quelle est l'incidence des inégalités entre les sexes sur la vulnérabilité des femmes rurales face à la pauvreté et aux crises? • Quel impact les programmes de protection sociale ont-ils sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes rurales? • Principales dimensions d'une approche sensible au genre en matière de protection sociale.
Guide technique 2: Conception sensible au genre des transferts en espèces et des PTP.	<ul style="list-style-type: none"> • Conseils pour entreprendre une analyse sensible au genre de la pauvreté et la vulnérabilité. • Comment intégrer des considérations de genre dans les principales caractéristiques des transferts en espèces? • Comment intégrer des considérations de genre dans les principales caractéristiques des PTP? • Relier les transferts sociaux à des interventions complémentaires sensibles au genre.
Guide technique 3: Mise en œuvre et suivi-évaluation des programmes sensibles au genre.	<ul style="list-style-type: none"> • Pourquoi une mise en œuvre sensible au genre est-elle importante? • Principales dimensions d'une mise en œuvre des programmes sensibles au genre. • Le rôle d'un suivi-évaluation et de systèmes d'apprentissage sensibles au genre. • Comment développer un cadre de suivi-évaluation sensible au genre?

Objet des guides techniques

Cette *Trousse à outils sur les programmes de protection sociale sensibles au genre pour lutter contre la pauvreté et la faim en milieu rural* est conçue pour aider les praticiens de la protection sociale dans leurs efforts visant à appliquer systématiquement une optique genre dans les programmes de protection sociale d'une manière qui reflète les engagements de la FAO¹ à rendre les systèmes de protection sociale accessibles aux populations rurales. La Trousse à outils vise à approfondir les connaissances et compétences techniques dont ont besoin les praticiens pour intégrer efficacement les questions de genre dans la conception, l'exécution et le suivi-évaluation des

¹ Voir le *Cadre de protection sociale de la FAO* (FAO, 2017) pour un complément d'informations sur son approche organisationnelle et ses programmes de protection sociale.

programmes de transferts en espèces (PTE) et de travaux publics (PTP). La Trousse à outils se concentre particulièrement sur le rôle de la protection sociale dans la réduction des inégalités entre les sexes ainsi que la faim et la pauvreté en milieu rural. Pour une discussion détaillée de la logique et de la portée de la Trousse à outils, veuillez consulter le Guide technique 1. Cette Trousse à outils s'adresse aux fonctionnaires qui participent à l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de protection sociale. Elle sera également utile aux points focaux de la FAO en matière de genre et de protection sociale au sein des bureaux régionaux et de pays, aux partenaires de développement et aux praticiens du secteur de la protection sociale en général.

Vue d'ensemble du Guide technique 3

Le Guide technique 3, qui propose des conseils pratiques sur les manières de veiller à ce que le genre soit pris en compte dans la mise en œuvre et les cadres de suivi-évaluation des PTE et des PTP, se compose de deux parties:

- ▶ **Première partie:** Guide de la mise en œuvre sensible au genre des programmes de protection sociale
- ▶ **Deuxième partie:** Comment planifier un cadre de suivi-évaluation et une évaluation d'impact sensibles au genre

Le Guide technique 3 conjugue des notions conceptuelles et empiriques, des exemples et des outils pratiques, tels que des listes de contrôle et des exercices. Il s'adresse aux débutants et aux hommes et femmes dotés d'une expérience intermédiaire en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes de protection sociale.

Comment utiliser ces guides techniques?

Les guides techniques de la Trousse à outils suivent un ordre logique de programmation: depuis la planification et la conception, jusqu'au suivi-évaluation en passant par la mise en œuvre. Chacun d'eux peut être utilisé comme une ressource indépendante ou en combinaison avec les autres guides. La figure 1 indique les questions et thèmes clés traités dans les guides techniques. Les utilisateurs peuvent travailler à leur rythme et en fonction de leurs intérêts et objectifs d'apprentissage personnels, sans avoir recours à des conseils ou une facilitation directs.

Les guides techniques peuvent être adaptés et utilisés dans le cadre d'ateliers de formation en personne avec un facilitateur dédié chargé de répondre aux exigences et contextes spécifiques des pays. Les différentes techniques utilisées tout au long de ces guides techniques sont conçues pour étoffer les connaissances et expériences existantes des participants.

Comment les guides techniques ont-ils été préparés?

Les guides techniques se fondent sur:

- ▶ une revue documentaire exhaustive des publications sur le genre, la pauvreté et la vulnérabilité en milieu rural, la protection sociale et les programmes de protection sociale sensibles au genre. Cette revue a englobé des lectures théoriques et conceptuelles et des documents empiriques et basés sur les travaux de praticiens, y compris des évaluations d'impact et des études de cas;
- ▶ des consultations d'experts avec des partenaires clés au sein et en dehors de la FAO²;

² On trouvera la liste d'experts interrogés dans l'annexe 2.

- ▶ des éclairages politiques et opérationnels de la protection sociale sensible au genre, recueillis durant une série de webinaires sur le genre et la protection sociale organisés par la FAO et le CIP-CI³; et
- ▶ un examen par des pairs, à savoir des experts et des universitaires externes, ainsi que des membres du personnel de la FAO occupant des postes à responsabilités.

³ Les informations relatives à la série de webinaires sont disponibles sur <http://socialprotection.org/connect/communities/gender-sensitive-social-protection>

PREMIÈRE PARTIE

Guide de la mise en œuvre sensible au genre des programmes de protection sociale



OBJECTIFS CLÉS:

- Cette section met en relief l'importance d'une mise en œuvre des programmes sensible au genre et traite des dimensions et des stratégies clés pour ce qui est de l'intégration du genre dans la phase de mise en œuvre des transferts en espèces et des PTP.

1.1 Pourquoi la mise en œuvre sensible au genre est-elle importante?

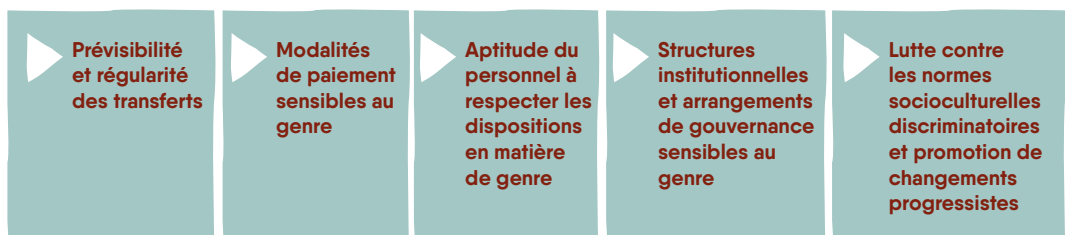
Le Guide technique 2 traite de la manière dont les questions de genre peuvent être intégrées dans la conception des transferts en espèces et les PTP. Pour respecter les engagements en matière de genre présentés dans la conception du programme de protection sociale, il faut que le personnel du programme ait les capacités suffisantes pour le faire et qu'un système efficace soit en place pour la mise en œuvre du programme.

D'après les données factuelles disponibles, l'échec à atteindre les buts d'égalité entre les sexes survient généralement durant la mise en œuvre du programme (Holmes et Jones, 2010; Tebaldi, 2016). Cet échec est en partie dû à une sensibilité limitée en matière de genre et à des compétences insuffisantes parmi les membres du personnel pour aborder les questions de genre, les financements insuffisants et le manque de lignes directrices claires sur la manière de mettre en œuvre les dispositions de conception liées au genre. Lorsque le personnel chargé de la protection sociale n'est pas efficacement sensibilisé à l'importance du genre et ne dispose pas de ressources suffisantes, les efforts visant à aborder l'égalité des sexes peuvent être perçus comme une «option» venant se greffer aux objectifs primaires, et donc ne pas recevoir la priorité qu'ils méritent.

Parmi les autres facteurs qui peuvent entraver la réalisation par le programme des résultats liés au genre figurent le manque d'engagement politique en faveur de l'égalité entre les sexes et une résistance culturelle au moment d'adopter et de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sur le terrain (Holmes et Jones, 2010). La participation limitée des femmes et des hommes à la mise en œuvre et à la gouvernance des programmes peut aussi contribuer à des résultats sous-optimaux.

Une mauvaise exécution des programmes peut aller à l'encontre des buts d'égalité entre les sexes et aboutir à des effets non désirés en matière de genre (voir le Guide technique 1, sixième partie). Les programmes de protection sociale doivent chercher à créer un environnement institutionnel et opérationnel qui permet au personnel d'aborder efficacement les questions de genre durant la mise en œuvre des programmes. La mise en œuvre efficace est généralement spécifique aux contextes et aux programmes, mais en général elle englobe les dimensions centrales suivantes⁴:

- ▶ procédures transparentes et ressources adéquates pour assurer des prestations régulières et opportunes;
- ▶ modalités de paiement sensibles au genre;
- ▶ sensibilité au genre et compétences permettant d'aborder les questions de genre parmi les membres du personnel et les partenaires de la mise en œuvre;
- ▶ mécanismes de gouvernance et de doléances inclusifs pour le programme; et
- ▶ engagements et soutien politiques de la part de parties prenantes clés pour des programmes sensibles au genre.



⁴ Certains de ces éléments, comme les dispositions de paiement, peuvent aussi être considérés comme des questions de conception du programme. Cependant, ils font l'objet d'une discussion dans le cadre du système d'exécution, car ils sont également importants durant la phase de mise en œuvre.

Une mauvaise exécution des programmes peut aller à l'encontre des buts d'égalité entre les sexes et aboutir à des effets non désirés en matière de genre.

1.2 Dimensions clés pour l'intégration du genre dans la mise en œuvre des programmes

i. Prévisibilité et régularité des transferts

POINTS CLÉS

Des transferts réguliers et prévisibles sont des conditions préalables clés pour que les programmes de protection sociale puissent atteindre leurs objectifs de réduction de la pauvreté et d'égalité entre les sexes. Si le versement des prestations n'est pas fiable, cela peut avoir une incidence disproportionnée sur les femmes rurales pauvres, car ce sont les femmes qui ont tendance à compter sur les transferts pour pouvoir gérer leur consommation de produits de base et investir dans la production (Holmes et Jones, 2010; consultations d'experts de la FAO, 2016). Des recherches menées par la FAO au Rwanda sur l'élément travaux publics du Programme Vision 2020 Umurenge (VUP) ont fait ressortir le fait que les retards récurrents du versement des salaires ont eu un impact négatif plus important sur la sécurité alimentaire pour les ménages avec une femme à leur tête que pour ceux dirigés par des hommes. Dans certains cas, les femmes ont été contraintes d'abandonner le VUP et de chercher du travail ailleurs (Pavanello *et al.*, 2016). Pour remédier à cette situation, le gouvernement rwandais a introduit le Programme élargi de travaux publics (*Expanded Public Works Programme*, EPWP), qui a veillé à ce que tout le monde ait un nombre garanti de journées de travail par mois et un salaire payé régulièrement. Cela a réduit les barrières à la participation aux programmes pour les femmes qui sont à la tête de leur ménage.

Des transferts réguliers et prévisibles sont des conditions préalables clés pour que les programmes de protection sociale puissent atteindre leurs objectifs de réduction de la pauvreté et d'égalité entre les sexes.

ACTIONS CLÉS POUR RENFORCER L'ACCENT SUR LE GENRE

Plusieurs actions peuvent être entreprises pour veiller à ce que les responsables et les membres du personnel des programmes soient dotés des capacités requises pour effectuer les transferts en temps voulu, y compris:

- ▶ la fourniture de conseils clairs pour le personnel pour ce qui est des échéanciers de paiement;
- ▶ un système facile à utiliser pour assurer une compilation exacte des états de paie;
- ▶ la diffusion d'informations suffisantes aux bénéficiaires du programme sur le moment et la manière de collecter les paiements et sur les montants auxquels ils ont droit. Les campagnes de sensibilisation et d'information doivent être adaptées au niveau d'alphabétisation des femmes rurales et menées à travers des voies d'information accessibles aux femmes (p. ex. émissions de radio, groupes d'épargne et de crédit villageois, et réunions communautaires, entre autres); et
- ▶ la mise en place d'un système participatif de suivi qui permet aux membres du personnel de programme et aux bénéficiaires de signaler les retards de paiement aux agents des programmes.

ii. Modalités de paiement sensibles au genre

Les transferts sociaux peuvent être effectués à travers deux principales modalités de paiement: (i) la distribution physique d'espèces, et (ii) les paiements électroniques (appelés également e-paiements ou paiements numériques). Les deux approches présentent des avantages et des inconvénients pour l'égalité entre les sexes et

l'inclusion sociale. Dans cette section, nous discutons de leurs implications et proposons des actions pour faire en sorte que les différentes modalités de paiement soient plus sensibles au genre.

POINTS CLÉS

Distribution physique d'espèces: Dans la majorité des programmes de protection sociale, l'argent est physiquement distribué aux bénéficiaires à un moment déterminé et à certains points de paiement (p. ex. bureaux gouvernementaux, comités villageois et bureaux de poste) (Cirillo et Tebaldi, 2016). Cette méthode peut promouvoir l'inclusion sociale des femmes rurales dans la mesure où elle peut établir des liens entre les femmes et les agents responsables aux points de paiement et accroître la visibilité des femmes au sein de la communauté. Cependant, devoir parcourir de longues distances et patienter dans une file d'attente pendant des heures pour collecter l'argent peuvent se révéler constituer une barrière considérable pour les femmes rurales, en particulier les femmes âgées, où celles qui sont enceintes ou allaitent un nourrisson. Les contraintes de mobilité peuvent par ailleurs empêcher les femmes rurales de se rendre aux points de paiement, en particulier si elles vivent dans des zones très isolées et/ou touchées par des conflits ou des risques.

Les paiements électroniques revêtent plusieurs avantages pour les femmes rurales.

Paiements électroniques: Dans un système qui utilise les paiements électroniques, l'argent est transféré électroniquement vers une banque, qui utilise un réseau de différents points de paiement pour remettre l'argent aux bénéficiaires sur demande. Ces points de paiement peuvent être des agences bancaires, des guichets automatiques ou des «agents» locaux. Les bénéficiaires du programme peuvent se procurer l'argent à l'aide de cartes à puce, d'un code personnel et/ou d'un document d'identité biométrique, ou encore à travers des comptes opérés par des téléphones portables (Cirillo et Tebaldi, 2016).

Les paiements électroniques revêtent plusieurs avantages pour les femmes rurales. Ils ont le potentiel de réduire le temps et les frais consacrés aux efforts requis pour se rendre aux points de paiement et liés au temps d'attente. Les bénéficiaires peuvent choisir le moment auquel collecter leur argent, ce qui améliore la sécurité et leur confère une discrétion accrue concernant l'utilisation qu'ils font de l'argent. Cela est d'autant plus important pour les femmes rurales qu'elles manquent souvent d'accès aux revenus du ménage, et de contrôle sur eux.

Les paiements électroniques peuvent également être utilisés de manière stratégique pour promouvoir l'inclusion financière et la promotion économique des femmes rurales. Par exemple, certains programmes, comme le VUP au Rwanda et Ain El-Sira en Égypte, effectuent des paiements par l'intermédiaire de banques locales et aident les femmes à ouvrir leur propre compte en banque pour qu'il leur soit plus facile d'accéder directement aux transferts. Le programme Familias en Acción mené en Colombie et le programme de subventions Child Care Grant en Afrique du Sud proposent des services financiers supplémentaires, comme la micro-assurance et le microcrédit au profit des bénéficiaires à travers des comptes épargne (Holloway, Rouse et Niazi, 2017). L'encadré 1 présente les résultats positifs sur le plan du genre de l'utilisation des paiements électroniques.

Cependant, les faibles niveaux d'instruction et de connaissances financières parmi les femmes rurales peuvent limiter l'adoption des paiements électroniques. D'après des recherches menées par la FAO sur les paiements électroniques dans le cadre du Social Transfer Programme au Malawi, les femmes d'un certain âge se heurtent souvent à de considérables difficultés au moment d'utiliser les services bancaires électroniques pour collecter l'argent. Ces femmes n'étaient pas au fait des technologies numériques et des services mobiles, et dépendaient de membres plus jeunes de leur famille pour accéder à leur argent et les informer de sa disponibilité (FAO, 2015).

Encadré 1: Effets positifs des paiements électroniques sur l'autonomisation des femmes

D'après les recherches initiales menées sur les paiements électroniques, ils peuvent conférer aux femmes un contrôle accru sur leurs revenus et améliorer leur prise de décisions financières, ce qui peut renforcer leur pouvoir de négociation au sein du ménage, accroître leur participation sur le marché du travail et amplifier leur voix dans le cadre des décisions relatives aux dépenses du ménage.

En Inde, par exemple, les chercheurs ont comparé les effets du dépôt des salaires des femmes provenant du programme public d'allocations conditionnelles du pays directement sur les comptes en banque personnels des femmes au lieu de les déposer sur des comptes appartenant aux chefs de famille de sexe masculin. Le fait de déposer l'argent sur les comptes des femmes a accru leur taux de participation sur le marché du travail.

Au Niger, seulement huit pour cent des femmes qui recevaient les transferts manuellement étaient les seules responsables de collecter le transfert, alors que 47 pour cent des femmes qui recevaient les transferts électroniquement pouvaient elles-mêmes collecter l'argent. Les données factuelles recueillies montrent par ailleurs que les femmes qui recevaient leurs transferts électroniquement achetaient plus de types d'articles alimentaires et amélioraient la diversité de leur régime alimentaire.

Source: Holloway, Rouse et Niazi, 2017.

ACTIONS CLÉS POUR RENFORCER L'ACCENT SUR LE GENRE

Les avantages et les inconvénients des différentes modalités de paiement doivent être évalués pour veiller à ce que les femmes et les hommes aient un accès efficace et présentant un bon rapport résultats-coûts à l'argent des transferts. Cela peut être fait durant l'analyse sensible au genre de la pauvreté et la vulnérabilité (ASGPV) (voir le Guide technique 2, première partie).

Les systèmes employés pour la distribution physique d'espèces peuvent être modifiés pour devenir sensibles au genre en:

- ▶ proposant des services de collecte proches des domiciles des femmes afin de réduire les coûts d'opportunité et le temps consacré aux trajets; et
- ▶ prévoyant un degré de flexibilité pour ce qui est de la fréquence des paiements et des lieux de paiement afin de s'adapter aux responsabilités des femmes - travail productif et responsabilités de soins. Cela est tout particulièrement important pour les femmes faisant partie de communautés pastorales nomades.

On peut faire en sorte que les paiements électroniques soient plus sensibles au genre en:

- ▶ proposant des comptes simplifiés et à faible coût pour réduire les barrières qui empêchent les femmes d'accéder aux paiements et accroître le nombre de femmes possédant un compte en banque. Par exemple, dans le cadre du Programme national Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi en zone rurale (*Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme* - MGNREGS) en Inde, les salaires sont transférés vers des comptes de base ou «sans fioritures» en échange d'un honoraire fixe de deux pour cent du montant payé;
- ▶ prévoyant une plus grande souplesse quant aux documents officiels (p. ex. acte de naissance et de mariage) requis pour ouvrir un compte en banque. Les programmes de protection sociale peuvent relier les bénéficiaires à des programmes d'enregistrement complémentaires et/ou subventionner les

coûts encourus pour l'obtention des documents. Par exemple, le programme Juntos au Pérou encourage et aide les bénéficiaires à se procurer des cartes d'identité dans le cadre d'une initiative «citoyenneté et droits»;

- ▶ adaptant les procédures administratives des paiements électroniques aux niveaux de connaissances financières et techniques des femmes rurales, et proposer aux femmes un soutien de formation pour veiller à ce qu'elles utilisent efficacement les nouvelles technologies (voir l'encadré 2). Dans certains cas, les programmes peuvent fournir aux femmes des téléphones portables gratuits pour atténuer les contraintes technologiques et liées aux coûts;
- ▶ veillant à ce que les nouvelles clientes soient traitées équitablement par les institutions bancaires et aient des compétences financières suffisantes pour mieux comprendre et faire suffisamment confiance aux services financiers numériques pour les adopter.

Encadré 2: Un effort supplémentaire: mesures spéciales pour assurer un accès facile aux paiements électroniques et physiques

Au Pakistan, la mobilité des femmes rurales est limitée par un certain nombre de facteurs, y compris le *pardah*, les questions de sécurité et leur manque de temps en raison de la lourde charge du travail qu'elles effectuent au sein de leur ménage. Durant la phase de conception initiale du Programme *Benazir Income Support Programme* (BISP), les décideurs ont reconnu qu'ils ne pourraient pas parvenir à la couverture désirée si les femmes récipiendaires étaient obligées d'accéder à un bureau régional BISP pour obtenir leurs paiements. Au lieu de cela, le Programme a choisi de faire directement livrer par la poste des mandats au domicile des femmes récipiendaires.

Certains programmes proposent des volontaires communautaires qui aident les bénéficiaires à utiliser des technologies modernes aux points de paiement. Par exemple, l'organisation non gouvernementale (ONG) latino-américaine *Fundación Capital* a créé un programme d'alphabétisation visant à aider les femmes à utiliser les services financiers. Le PTE de Concern au Niger et le PTE du Programme alimentaire mondial (PAM) en République démocratique du Congo utilisent des animateurs communautaires pour aider les bénéficiaires à accéder à l'argent à l'aide de téléphones portables. Le programme Juntos au Pérou dispense aussi aux bénéficiaires une formation en alphabétisation financière pour qu'ils puissent gérer leur argent.

Source: Holmes et Jones, 2010; Emmett, 2012; Holloway, Rouse et Niazi, 2017.

iii. Aptitude du personnel à respecter les dispositions en matière de genre

POINTS CLÉS

Il est important que tous les membres des programmes de protection sociale, y compris les responsables des programmes, les concepteurs des programmes et les membres du personnel de première ligne qui mettent les programmes en œuvre (p. ex. promoteurs de programme, agents administratifs, assistants sociaux et chargés du suivi-évaluation) aient des compétences techniques et des connaissances sur l'intégration du genre. Des ressources financières doivent aussi être mises de côté pour veiller à ce que les engagements des programmes en matière de genre soient respectés. Les cours de formation en genre destinés au personnel de protection sociale sont souvent assez limités. Par exemple, les membres du personnel d'Oxfam faisant partie du PTE d'urgence mis en œuvre au Sri Lanka ont signalé ne pas avoir reçu de formation en

Des ressources financières doivent aussi être mises de côté pour veiller à ce que les engagements des programmes en matière de genre soient respectés.

sensibilisation au genre en raison des contraintes de temps et des lourdes exigences sur le plan du travail pesant sur eux durant la mise en œuvre du programme. En conséquence, ils ne comprenaient pas tous de la même manière comment aborder les questions de genre dans le cadre des programmes de protection sociale (Wallace et Chapman, 2011).

ACTIONS CLÉS POUR RENFORCER L'ACCENT SUR LE GENRE

Pour mettre en œuvre des programmes de protection sociale sensibles au genre, il est important d'effectuer des investissements dans le renforcement des capacités à tous les niveaux du gouvernement en vue de l'intégration du genre. Plusieurs actions peuvent être entreprises pour y parvenir.

- ▶ Effectuer une évaluation des besoins en capacités afin d'identifier les lacunes techniques, fonctionnelles et financières sur le plan des capacités au sein des organisations mettant en œuvre le programme de protection sociale. Cette évaluation peut être menée dans le cadre de l'ASGPV (voir le Guide technique 2).
- ▶ Organiser des événements de sensibilisation en questions de genre pour tous les responsables, les membres du personnel de terrain, les chefs et représentants communautaires locaux et autres parties prenantes pertinentes. Des ateliers de formation, le mentorat et/ou des approches d'apprentissage en ligne (p. ex. cours numériques, webinaires) peuvent être utilisés pour actualiser les compétences et les connaissances des membres du personnel essentiels du programme en matière de nouvelles stratégies d'intégration du genre.
- ▶ Fournir des lignes directrices et des outils clairs et pratiques aux membres du personnel de terrain pour l'intégration du genre dans les programmes de protection sociale et pour le suivi et l'évaluation des résultats.
- ▶ Établir des systèmes d'incitation pour motiver les membres du personnel à aborder le genre dans le cadre de leur travail et offrir une reconnaissance aux membres du personnel dont le travail démontre une meilleure prise de conscience du genre.
- ▶ Recruter des spécialistes en genre pour fournir un soutien technique et un mentorat aux membres du personnel du programme.

iv. Structures institutionnelles et arrangements de gouvernance sensibles au genre

POINTS CLÉS

La promotion de la participation active des femmes et des hommes ruraux à la gestion des programmes et aux structures de gouvernance est une autre stratégie importante pour garantir la mise en œuvre efficace des dispositions sensibles au genre dans le programme de protection sociale.

Les femmes doivent être systématiquement représentées au sein de tous les organismes institutionnels du programme. Un engagement en faveur de la parité hommes-femmes au sein du personnel, des comités directeurs au personnel de première ligne, est une mesure clé pour accroître la participation des femmes aux programmes de protection sociale. Par exemple, le Programme Prospera au Mexique a élu des *promotoras* locales (promotrices communautaires) pour assurer la liaison entre les bénéficiaires et les responsables du Programme. Le rôle des *promotoras* englobait l'information des participants sur leurs responsabilités et leurs droits, et la facilitation des interactions avec les responsables du Programme. Les *promotoras*

En veillant à la participation active des femmes et des hommes ruraux au mécanisme de gouvernance du programme (p. ex. systèmes de doléances et audits de genre), on assure une plus grande redevabilité dans les actions conçues pour atteindre les buts de protection sociale et de genre formulés.

ont considérablement amélioré la participation des femmes (Molyneux et Thompson, 2012).

En veillant à la participation active des femmes et des hommes ruraux au mécanisme de gouvernance du programme (p. ex. systèmes de doléances et audits de genre), on assure une plus grande redevabilité dans les actions conçues pour atteindre les buts de protection sociale et de genre formulés. Par exemple, l'accès sûr et transparent aux processus de recours peut permettre aux femmes et aux hommes d'exprimer leurs préoccupations et les défis auxquels ils sont confrontés au moment d'accéder au programme et d'en bénéficier. Dans le cadre des recherches menées sur la protection sociale parmi les femmes autochtones au Mexique et dans la région andine, il a été constaté que les bénéficiaires ont au départ subi un mauvais traitement (p. ex. dispensaires fermés, longues files d'attente et racisme). La situation s'est améliorée, toutefois, après qu'ils ont été informés de leurs droits et ont exigé d'être traités avec respect (Molyneux, 2017). Le fait de faire participer les femmes rurales aux mécanismes de redevabilité sociale peut aussi donner des occasions directes de renforcer leurs capacités de leadership et accroître leur inclusion sociale et politique.

ACTIONS CLÉS POUR RENFORCER L'ACCENT SUR LE GENRE

Les membres du personnel du programme peuvent entreprendre les activités suivantes pour renforcer la participation des femmes aux opérations et au contrôle des programmes.

- ▶ Mettre au point des structures institutionnelles assurant la parité hommes-femmes. Cela peut englober l'établissement d'un quota pour la représentation des femmes dans les structures de direction et opérationnelles du programme, comme par exemple:
 - les comités directeurs,
 - l'unité chargée de gérer la coordination du programme,
 - le personnel chargé de la conception du programme,
 - le personnel de première ligne chargé de la mise en œuvre, et
 - les comités locaux de mise en œuvre du programme.
- ▶ Inclure des représentantes des femmes rurales dans les audits sociaux et de genre, et promouvoir l'établissement de comités de femmes à différents niveaux administratifs.
- ▶ Concevoir des mécanismes de doléances afin d'autonomiser les femmes marginalisées et exclues qui se heurteraient d'ordinaire à des obstacles systématiques les empêchant de se faire entendre.
- ▶ Organiser des événements réguliers de sensibilisation avec les femmes rurales pour les informer de leurs droits et les faire participer aux activités de gouvernance et de suivi, et aux audits sociaux et de genre.
- ▶ Utiliser des méthodologies participatives, y compris des fiches d'évaluation pour les citoyens et d'autres mécanismes de feedback (p. ex. des réunions communautaires spécialement conçues, comités de contact et boîtes à suggestions) (Holmes et Jones, 2010).
- ▶ Établir des circuits d'information et de communication adaptés aux femmes, ouverts et d'accès facile afin de promouvoir et de renforcer les activités qui encouragent la redevabilité.

Encadré 3: Exemples d'initiatives qui promeuvent la participation des bénéficiaires à la gouvernance et au suivi-évaluation des programmes

- Le MGNREGS en Inde prévoit l'inclusion de représentantes des femmes dans les *Gram Sabha* (forums d'audit social) et dans les conseils au niveau des États et national. Cela a eu pour effet d'accroître la participation des femmes au Programme.
- Le *Productive Safety Net Programme* (Programme de filet productif de protection) mené en Éthiopie a ajusté son système de procédures de doléances pour tenir expressément compte des contraintes auxquelles étaient soumises les femmes dans le cadre du processus d'appel.
- Le BISP au Pakistan cherche à faire activement participer les femmes bénéficiaires grâce à un processus de mobilisation sociale. Il a mis en place des comités de femmes à différents niveaux administratifs, dispensé une formation aux femmes sur leurs droits et leur libre arbitre, et les a fait participer à des activités de suivi participatif.
- Le Programme Pantawid Pamilyang Pilipino (4P) aux Philippines fait participer les femmes bénéficiaires aux évaluations participatives de la dimension genre du processus de mise en œuvre et des résultats du Programme, ainsi qu'à l'élaboration de plans d'action municipaux en matière de genre.

Source: Holmes et Jones, 2010.

v. Lutte contre les normes socioculturelles discriminatoires et promotion de changements progressistes

POINTS CLÉS

Les programmes de protection sociale ne sont pas mis en œuvre dans un vide politique. Le contexte socioculturel dans lequel opèrent les programmes, et les questions d'économie politique en présence, peuvent avoir un effet considérable sur la mise en œuvre et, en définitive, le succès du programme (Holmes et Jones, 2010). Les normes, croyances et attitudes traditionnelles liées à l'égalité entre les sexes peuvent avoir une incidence sur la mesure de l'engagement et le comportement des personnes chargées de concevoir et de mettre en œuvre les activités de protection sociale. Par exemple, même lorsque les interventions adoptent une conception du genre progressiste, les mesures de conception peuvent ne pas être mises en œuvre efficacement par le personnel de terrain dans les zones où les pratiques patriarcales coutumières dominent, et où il existe de fortes objections et une ferme opposition à l'égalité entre les sexes.

Dans le programme MGNREGS en Inde, par exemple, les femmes célibataires se sont vu refuser des opportunités de travail parce qu'elles «ont l'air trop faibles» ou qu'elles n'ont pas un partenaire de sexe masculin qui puisse se charger des tâches requises. Certains officiels locaux ont aussi conseillé aux hommes de ne pas ouvrir de comptes en banque au nom de leur épouse même si cette pratique est encouragée dans la conception du Programme MGNREGS (Chopra, Kelbert et Iyer, 2013; Holmes et Jones, 2010). Pour une discussion supplémentaire des questions liées à l'«économie politique fondée sur le genre», se référer à la trousse à outils de l'ODI, *How to design and implement gender-sensitive social protection programmes* (Comment concevoir et mettre en œuvre des programmes de protection sociale sensibles au genre)⁵.

Les programmes de protection sociale ne sont pas mis en œuvre dans un vide politique.

⁵ La trousse à outils de l'ODI est disponible sur www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6262.pdf

ACTIONS CLÉS POUR RENFORCER L'ACCENT SUR LE GENRE

Les attitudes socioculturelles et les motivations institutionnelles ne sont jamais faciles à aborder. Néanmoins, les activités suivantes peuvent contribuer à établir un environnement positif pour une mise en œuvre des programmes sensible au genre.

- ▶ Mener une évaluation des parties prenantes et des institutions pour évaluer la faisabilité et les contraintes potentielles de la promotion des questions de genre sur le terrain. Voir la première partie du Guide technique 2 pour des conseils sur la manière de mener cette analyse.
- ▶ Mettre au point un plan de plaidoyer et de participation des parties prenantes pour la promotion de la protection sociale sensible au genre. Forger des alliances robustes entre les agences chargées de la mise en œuvre, les points focaux genre au sein des ministères clés et les organisations de la société civile (p. ex. organisations de producteurs, coopératives et groupes de femmes) constitue un moyen vital d'assurer l'adhésion politique et communautaire au programme dont il s'agit et aux activités entreprises pour réduire les inégalités entre les sexes et autonomiser les femmes en général.
- ▶ Organiser une campagne de mobilisation et de sensibilisation ciblant les membres de la communauté afin de les aider à mieux comprendre les dimensions genre du programme, ses objectifs, sa logique, ses données factuelles et ses attentes. Utiliser cette campagne pour favoriser le soutien et la coopération de la part de la communauté durant la mise en œuvre (voir l'encadré 4).
- ▶ Faire participer les hommes et les garçons à des événements de sensibilisation et d'information pour veiller à leur adhésion et à leur engagement en faveur de la promotion de l'égalité entre les sexes. Ces activités sont aussi l'occasion d'évaluer les points de vue des hommes sur la manière dont le genre influe sur leurs expériences de la pauvreté et de la vulnérabilité, sur leur accès aux programmes de protection sociale et, en fin de compte, sur leur bien-être. Cette approche a été adoptée dans le cadre du Programme Juntos au Pérou et des Programmes Bolsa Família et Promundo au Brésil.
- ▶ Inclure des indicateurs sensibles au genre pour mesurer les progrès au fil du temps, du suivi et du contrôle des allocations budgétaires jusqu'à la mise en œuvre des dispositions de programme liées au genre (voir deuxième partie, consacrée au suivi-évaluation).

Encadré 4: Assurer l'acceptation par la communauté des femmes récipiendaires de transferts en espèces en Afghanistan

En Afghanistan rural, les relations entre les sexes sont souvent considérées comme du ressort de chaque famille et/ou des groupes culturels/religieux. Elles ne sont pas considérées comme un domaine dans lequel l'État devrait activement intervenir. Pour accroître l'acceptation au sein de la communauté du ciblage des femmes mariées comme bénéficiaires des transferts, une campagne complète de communication et de diffusion a été menée pour faire participer diverses parties prenantes. Cette campagne a contacté des mollahs, des wakils et autres figures d'autorité au sein de la communauté et des familles bénéficiaires futures. Elle s'est aussi concentrée particulièrement sur les belles-mères, dont l'adhésion était considérée comme essentielle pour l'efficacité à long terme.

Source: Hall, 2015.

Questions de synthèse



- ▶ Quels sont les types de défis qui pourraient entraver la mise en œuvre réussie de caractéristiques du programme sensibles au genre?
- ▶ Comment ces défis pour la mise en œuvre peuvent-ils être relevés?



**Exercice 1:
Évaluer les
opportunités et
les défis pour
l'adoption d'une
mise en œuvre
des programmes
sensible au genre**

(VOIR L'ANNEXE 3)

DEUXIÈME PARTIE

Comment planifier un cadre de suivi-évaluation et une évaluation d'impact sensibles au genre



OBJECTIFS CLÉS:

Cette section explique l'importance de la réalisation d'un suivi-évaluation des programmes de protection sociale de manière sensible au genre. Elle décrit dans leurs grandes lignes les mesures clés à prendre pour établir un cadre de suivi-évaluation sensible au genre et présente des informations de base pour la planification d'une évaluation d'impact.



REMARQUE IMPORTANTE:

Cette section ne doit pas être considérée comme un guide exhaustif du suivi-évaluation, mais plutôt comme un point de départ de base pour l'exploration des questions et des approches pratiques liées au suivi-évaluation sensible au genre. Les lecteurs sont encouragés à consulter d'autres ressources plus complètes disponibles sur ces sujets.

2.1 Pourquoi le suivi-évaluation sensible au genre est-il important?

a. Logique pour le suivi-évaluation sensible au genre

De nombreux programmes de protection sociale cherchent à intégrer le genre dans leur conception, mais rares sont ceux qui suivent les résultats liés au genre à travers un processus systématique de suivi-évaluation. Mis à part le cas du suivi du nombre des femmes bénéficiaires, la collecte de données de base ventilées par sexe est généralement faible dans le suivi-évaluation des interventions de protection sociale (IEG, 2014). Cependant, les programmes de protection sociale sont susceptibles de toucher différemment les membres des ménages de sexe féminin et de sexe masculin, et d'avoir une influence positive ou négative sur la dynamique de genre (voir le Guide technique 1). Une intégration efficace du genre dans les cadres existants de suivi-évaluation est cruciale pour évaluer les impacts différentiels des programmes de protection sociale sur les femmes et les hommes ruraux, et pour ajuster les programmes de manière à ce qu'ils puissent parvenir aux unes et aux autres de manière équitable.

b. Objet du suivi-évaluation sensible au genre

Le suivi-évaluation sensible au genre permet aux personnes chargées de la mise en œuvre des programmes d'évaluer comment et dans quelle mesure les interventions de protection sociale influent sur l'égalité entre les sexes et donnent lieu à des résultats positifs pour les femmes et les hommes. Plus spécifiquement, le suivi-évaluation contribue à :

- ▶ évaluer les changements liés au genre sur le plan du statut, des rôles et des capacités des femmes et des hommes touchés par le programme au fil du temps;
- ▶ analyser la participation des femmes et des hommes aux programmes, et leur accès aux prestations et le contrôle qu'ils exercent sur elles;
- ▶ mesurer les impacts économiques et sociaux, tant positifs que négatifs, des programmes sur les femmes et les hommes ruraux; et
- ▶ évaluer la manière dont la conception et les processus de mise en œuvre des programmes spécifiques promeuvent (ou entravent) l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, et identifier de bonnes pratiques qui impulsent des résultats positifs.

Il y a trois principales raisons d'entreprendre un suivi-évaluation sensible au genre.



i. Apprendre des programmes existants et les modifier

Les programmes peuvent évaluer dans quelle mesure ils atteignent ou non leurs objectifs d'égalité entre les sexes, et identifier les ajustements éventuels à effectuer au niveau des activités de programme afin d'améliorer les performances et les résultats.

Par exemple, le suivi de la phase de mise en œuvre du *Second Public Employment for Sustainable Agriculture and Water Management Project* (Deuxième projet pour l'emploi public dans l'agriculture durable et la gestion de l'eau) au Tadjikistan a indiqué une très faible participation de la part des femmes. Parmi les contraintes entravant la participation des femmes figuraient les exigences physiques du travail, la réticence parmi les hommes tadjiks de certaines communautés à permettre aux femmes de prendre part au type de travail proposé; le manque de temps des femmes en raison de leurs responsabilités au sein du ménage; et le manque de cartes d'identité

valides parmi les femmes. Suite aux constatations découlant du processus de suivi, des mesures ont été prises pour aborder ces contraintes et favoriser l'emploi des femmes (IEG, 2014).

ii. Éclairer la conception des nouveaux programmes

Les conclusions des évaluations peuvent être utilisées pour éclairer la conception initiale des programmes. Des projets pilotes peuvent être établis expressément pour mettre à l'épreuve les options de conception d'une intervention avant que la conception finale ne soit déterminée ou l'échelle du projet élargie. Au Burkina-Faso, par exemple, le *Nahouri Cash Transfer Pilot Project* (Projet pilote de transferts en espèces Nahouri) a utilisé une évaluation expérimentale randomisée pour déterminer l'incidence du sexe du bénéficiaire de la prestation sur les résultats en matière de pauvreté. Les conclusions ont ensuite été utilisées pour éclairer les critères de ciblage du programme récemment élargi.

iii. Éclairer le dialogue de politiques générales en matière d'intégration du genre

Les indicateurs et les données sensibles au genre sont des outils de politiques générales importants qui peuvent être utilisés pour préconiser l'égalité entre les sexes et les programmes de protection sociale sensibles au genre.

Au fil des ans, des organisations comme l'UNICEF, la FAO et l'ODI ont mis au point d'importantes méthodologies et généré des informations sur les impacts liés au genre des programmes de protection sociale. Ces recherches ont contribué à influencer les débats sur les politiques et les programmes concernant le rôle des transferts en espèces et des travaux publics au moment d'autonomiser les femmes et les hommes ruraux dans plusieurs pays, y compris l'Éthiopie, le Rwanda et la Zambie. Par exemple, les conclusions de recherches menées par la FAO au Rwanda sur les effets involontaires de l'élément travaux publics du VUP sur l'utilisation du temps par les femmes rurales et sur leur charge de travail ont poussé le gouvernement à s'engager à reconcevoir le VUP original pour qu'il aborde plus efficacement les besoins des ménages manquant de main-d'œuvre (Pavanello *et al.*, 2016).

2.2 Définition des concepts clés

a. En quoi consiste le suivi-évaluation⁶?

Le suivi est la collecte et l'analyse régulières de données, en général par le personnel de programme, afin de suivre les progrès du programme et de déterminer s'il est ou non en bonne voie pour atteindre ses cibles (Perrin, 2012).

L'évaluation est l'examen systématique et périodique d'un programme pour établir si les buts et les objectifs prévus par l'intervention ont été atteints (Perrin, 2012). L'évaluation peut fournir des informations plus complètes que le suivi sur les actions entreprises, les raisons pour lesquelles elles sont entreprises et leur caractère approprié, et peut ensuite fournir des conseils pour la direction future du programme. Les évaluations utilisent en général des données collectées grâce au suivi comme point de départ.

Les types d'évaluations les plus fréquemment utilisés dans le cadre des interventions de protection sociale sont les évaluations de la précision du ciblage, les évaluations des processus, les évaluations des résultats (ou de

L'évaluation est l'examen systématique et périodique d'un programme pour établir si les buts et les objectifs prévus par l'intervention ont été atteints.

⁶ Le suivi-évaluation peut être utilisé pour suivre les politiques, les programmes et les projets au niveau du terrain ou de l'institution. Cette section se penche sur les implications de l'intégration du genre dans les mécanismes de suivi-évaluation pour les programmes de protection sociale.

l'efficacité) et les évaluations d'impact (Perrin, 2012)⁷. Dans le présent module, nous nous référons principalement aux évaluations d'impact et aux évaluations des résultats.

b. Le rôle du suivi-évaluation participatif

Il y a de nombreuses approches différentes du suivi et de l'évaluation des programmes. Le suivi-évaluation participatif, qui est tout particulièrement important pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, est un processus à travers lequel diverses parties prenantes du programme prennent part au suivi et à l'évaluation, se partagent le contrôle du contenu et des résultats des activités de suivi-évaluation, et participent à l'identification ou à la prise de mesures correctives en réponse aux conclusions (Ayers *et al.*, 2012). Le suivi-évaluation participatif permet au groupe de «s'approprier» le processus, au lieu que celui-ci ne leur soit imposé. Il peut être conçu

Le suivi-évaluation participatif peut être conçu expressément comme une stratégie visant à autonomiser les femmes et les hommes les plus pauvres et les plus marginalisés afin qu'ils prennent part à l'évaluation du programme et qu'ils expriment leurs points de vue.

expressément comme une stratégie visant à autonomiser les femmes et les hommes les plus pauvres et les plus marginalisés afin qu'ils prennent part à l'évaluation du programme et qu'ils expriment leurs points de vue.

Le personnel chargé du suivi-évaluation doit adapter des méthodes participatives qui se basent sur les objectifs et les buts du programme, le contexte socioculturel, les ressources dont il dispose et les besoins individuels des parties prenantes. Il est vital de veiller à ce que les parties prenantes qui prennent part au suivi et à l'évaluation puissent le faire dans un contexte institutionnel dans lequel elles se sentent à l'aise au moment d'apporter leur contribution aux discussions et savent que leur retour sera correctement reconnu et que des actions seront entreprises en conséquence. Voir l'étude de cas approfondie du Rwanda, section 2.4, pour une discussion sur la manière dont les outils de recherche participative ont été appliqués pour obtenir les points de vue des bénéficiaires dans l'évaluation d'impact du VUP au Rwanda.

2.3 Comment mettre au point un cadre de suivi-évaluation sensible au genre

Cette section explique comment préparer un cadre de suivi-évaluation sensible au genre.

i. Qu'est-ce qu'un cadre de suivi-évaluation?

Un **cadre de suivi-évaluation** est un tableau qui décrit les changements qui doivent être mesurés, comment et par qui, afin de déterminer si le programme est en bonne voie et obtient les résultats escomptés. Il est utilisé comme un outil par l'organisation chargée de la mise en œuvre afin de suivre les progrès accomplis pour atteindre les cibles du programme. Il faut le distinguer des évaluations d'impact, qui sont généralement menées par des experts indépendants et qui englobent des activités d'évaluation plus complexes pour identifier les liens de causalité du programme (voir la section 2.4). Le cadre de suivi-évaluation définit: (i) les changements à mesurer, (ii) les indicateurs spécifiques employés pour suivre le changement, (iii) la source des données, la fréquence et la responsabilité de la collecte des données, et (iv) la présentation des données.

Un cadre de suivi-évaluation sensible au genre devrait incorporer le genre dans tous ces éléments, au lieu de traiter le genre comme un élément séparé. Des données

⁷ Les évaluations de la précision du ciblage aident à mettre en évidence si les prestations du programme parviennent aux pauvres. Les évaluations des processus évaluent et expliquent les opérations d'un programme particulier et la manière dont la mise en œuvre du programme a contribué à des impacts mesurables. Les évaluations des résultats/ de l'efficacité mesurent les effets des programmes au sein de la population ciblée en évaluant les progrès par rapport au résultat ou aux objectifs de résultat que le programme cherche à atteindre (Perrin, 2012). Les évaluations d'impact font intervenir des activités d'évaluation plus complexes pour identifier les impacts causaux d'un programme et sont généralement menées par des experts indépendants – voir la section 2.4.

ventilées par sexe doivent être recueillies et présentées pour tous les accomplissements escomptés du programme. Cela est crucial même pour les interventions de protection sociale qui ne cherchent pas expressément à avoir un impact sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

ii. L'importance d'un bon cadre logique

Un **cadre logique** robuste est la base requise pour mettre au point un cadre de suivi-évaluation (McCord, Holmes et Harman, 2017). Les impacts, résultats, produits et activités doivent être formulés clairement et des indicateurs précis pour chacun des accomplissements doivent être identifiés pour suivre et évaluer les progrès. Le genre doit être considéré à chaque étape de la chaîne des résultats. S'il ne l'est pas, les résultats ventilés par sexe ne seront pas systématiquement mesurés. Le tableau 1 donne un exemple simplifié d'un cadre logique pour un PTP et un PTE⁸.

Tableau 1: Exemple de cadre logique abrégé

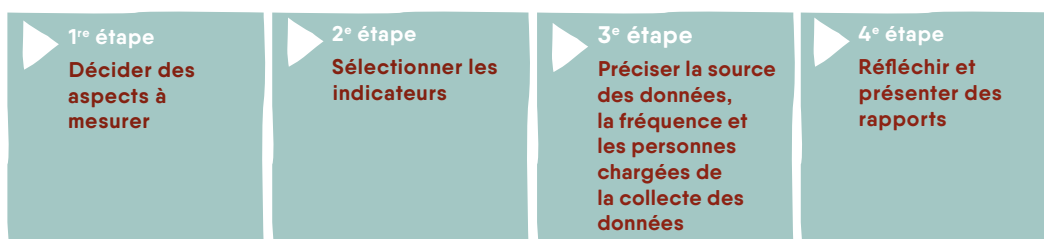
Niveau	Description du programme pour un PTP	Description du programme pour un PTE
But/ impacts	<ul style="list-style-type: none"> Réduire le taux de pauvreté des femmes vivant en dessous du seuil de pauvreté national. Améliorer l'autonomisation économique des femmes pauvres. Réduire le taux de malnutrition parmi les enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> Réduire le taux de malnutrition parmi les enfants. Renforcer la résilience face aux chocs des femmes et des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté national. Réduire le taux d'anémie parmi les femmes. Améliorer l'autonomisation économique des femmes pauvres.
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> L'accès des femmes à l'emploi s'est amélioré. Les femmes ont plus d'argent et d'économies. Les femmes ont accru leur investissement dans les intrants de production. La charge des soins assurés par les femmes a été réduite de 20 pour cent. La sécurité alimentaire s'est améliorée parmi les enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> Les femmes ont plus d'argent et d'économies. Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages grâce aux jardins potagers. Les femmes ont tiré des revenus supplémentaires de la vente de légumes. Le bien-être des femmes et des enfants s'est amélioré sur le plan de la réduction du stress, de l'amélioration de la santé mentale et d'un degré de satisfaction accru dans la vie.
Produits	<p>1a. 1 000 femmes rurales pauvres se sont inscrites au PTP.</p> <p>1b. 1 000 femmes rurales pauvres accomplissent une année de travail.</p> <p>2a. 600 femmes bénéficiaires confient leurs enfants à des services de garde.</p> <p>2b. 1 000 enfants ont accès à un repas nutritif par jour sur le site.</p>	<p>1a. 1 000 ménages avec une femme à leur tête et des enfants ont reçu de l'argent à temps.</p> <p>2a. 600 ménages avec une femme à leur tête ont pris part à la formation.</p> <p>2b. 400 ménages avec une femme à leur tête ont utilisé les «kits potager» pour produire des aliments.</p>
Activités	<ol style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre les quotas de genre pour fournir des emplois aux femmes pauvres. Fournir des services de garde d'enfants sur place à 500 enfants. Fournir cinq tonnes de repas nutritifs aux enfants. 	<ol style="list-style-type: none"> Verser de l'argent deux fois par mois aux ménages avec une femme pauvre à leur tête et comprenant des enfants. Dispenser une formation sur les potagers aux ménages avec une femme à leur tête et comprenant des enfants. Distribuer 1 000 «kits potager» aux ménages avec une femme à leur tête et avec des enfants.

Source: Propres sources de l'auteur.

⁸ Pour créer un cadre logique, télécharger le modèle et un exemple à partir du site tools4dev.org/resources/online-course-how-to-write-a-monitoring-evaluation-framework-step-by-step-lessons/

iii. Étapes clés de la planification d'un cadre de suivi-évaluation

Il y a quatre étapes à suivre:



Chaque étape est illustrée dans la section suivante à l'aide d'un exemple de PTP. Les mêmes principes fondamentaux s'appliquent également aux PTE.

PREMIÈRE ÉTAPE. DÉCIDER DES ASPECTS À MESURER

La première étape de la conception d'un cadre de suivi-évaluation consiste à décider des changements liés au genre à suivre et à évaluer. Comme on le mentionne ci-dessus, la sélection de questions clés doit s'aligner sur les objectifs du programme.

Les besoins en information des parties prenantes clés, y compris les bénéficiaires, le personnel du programme et les décideurs, peuvent également éclairer les décisions sur ce qui doit être mesuré. Une simple analyse des parties prenantes peut être entreprise pour cartographier leurs besoins précis en information (voir encadré 5).

En règle générale, il est important de prioriser les besoins en information et de se concentrer sur les informations les plus importantes conformément aux capacités du personnel et aux ressources budgétaires. L'introduction de données pertinentes pour le genre peut constituer un considérable fardeau pour un système administratif d'ores et déjà surchargé. Elle peut représenter une tâche insurmontable pour les membres du personnel chargés de collecter les données et donner lieu à des résultats sous-optimaux.

En règle générale, le cadre de suivi-évaluation peut se concentrer sur deux domaines d'analyse:

- a. suivi lié aux processus et
- b. évaluation des résultats du programme.

Encadré 5: Questions directrices clés pour l'analyse des besoins en information des parties prenantes

- Qui sont les différentes parties prenantes pour lesquelles les résultats du suivi-évaluation revêtiraient un intérêt?
- Quel type d'information requerraient-elles?
- Quel type de données factuelles (c.-à-d. qualitatives/quantitatives) serait pertinent et utile pour elles?
- À quelle fréquence devraient-elles recevoir les informations liées aux progrès accomplis?

Source: Propres sources de l'auteur

a. Suivi lié aux processus (activités et produits)

À un niveau de base, les membres du personnel devraient assurer un suivi pour déterminer si les activités du programme, y compris les dispositions spécifiques au genre formulées dans la conception du programme, ont été mises en œuvre comme prévu, et si ces activités donnent lieu aux produits escomptés. On peut recueillir des informations sur ce qui est fait dans le cadre du programme et comment, sur la qualité des prestations et des services fournis, et sur la question de savoir si les

prestations parviennent aux bénéficiaires pauvres de sexe féminin et masculin comme prévu. L'encadré 6 suggère quelques questions qui peuvent faciliter le processus de planification.

Encadré 6: Questions directrices clés pour un suivi lié aux processus

- Quelles sont les principales activités qui seront mises en œuvre dans le cadre du programme?
- Y a-t-il des activités et des dispositions de conception spécifiques au genre?
- Les activités et dispositions de conception spécifiques au genre sont-elles mises en œuvre comme prévu? Dans la négative, pourquoi?
- Les activités donnent-elles lieu aux produits escomptés? Dans la négative, pourquoi?
- À combien de femmes et d'hommes le programme parvient-il? Qui sont-ils? Qui profite de la participation au programme?
- Y a-t-il des femmes et des hommes auxquels le programme ne parvient pas? Qui sont-ils? Pourquoi le programme ne leur parvient-il pas?

Source: Propres sources de l'auteur.

Le tableau d'évaluation des progrès (TEP) est un outil simple qui peut être utilisé pour orienter la collecte systématique de données pour le suivi des processus. Pour remplir le TEP, chaque activité liée au programme (y compris les dispositions sensibles au genre) doit être cartographiée et inscrite sur le tableau (voir le tableau 2). Le TEP documente qui devrait participer et profiter des activités du programme, et non qui y participe et en profite en réalité. Ces informations doivent être ventilées par sexe et selon d'autres variables socio-économiques pertinentes. L'analyse des données du TEP peut supposer des discussions régulières entre les membres du personnel qui portent sur ce qui donne de bons ou de moins bons résultats, et sur tout manque ou opportunité qui peuvent être abordés en modifiant les plans originaux du programme.

Les données du TEP peuvent également être utilisées pour éclairer l'évaluation du programme. Avec le TEP, les membres du personnel peuvent collecter des données de base sur la manière dont les caractéristiques opérationnelles et la mise en œuvre du programme favorisent (ou entravent) l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Ces données peuvent ultérieurement aider les évaluateurs du programme à identifier les facteurs et mécanismes spécifiques qui peuvent contribuer à des résultats positifs en matière de genre et promouvoir l'accès égal aux prestations pour les femmes et les hommes ruraux.

Le tableau d'évaluation des progrès (TEP) est un outil simple qui peut être utilisé pour orienter la collecte systématique de données pour le suivi des processus.

Tableau 2: Exemple de TEP pour un PTP

Domaine	Activités	Cibles prévues	L'activité a-t-elle été mise en œuvre?	Les produits escomptés ont-ils été obtenus?	Qui a été touché/a bénéficié (F/H)?
Quotas d'emplois	Mettre en œuvre des quotas de genre pour fournir des emplois aux femmes pauvres.	1 000 femmes rurales pauvres s'inscrivent au PTP et accomplissent une année de travail.			
Services de garde d'enfants	Proposer des services de garde d'enfants sur place et des repas nutritifs aux enfants.	<ul style="list-style-type: none"> • 600 femmes/hommes bénéficiaires confient leurs enfants à des services de garde. • 1 500 enfants ont accès à des repas nutritifs dans les lieux de garde. 			

Domaine	Activités	Cibles prévues	L'activité a-t-elle été mise en œuvre?	Les produits escomptés ont-ils été obtenus?	Qui a été touché/a bénéficié (F/H)?
Formation	Proposer trois sessions de formation sur le secteur agroalimentaire et l'égalité entre les sexes.	300 femmes et 300 hommes bénéficiaires s'inscrivent et terminent la formation.			
Création d'actifs	Créer des installations communautaires d'approvisionnement en eau.	Créer au moins trois installations d'approvisionnement en eau dans chaque site.			
Méthodes de paiement	Verser les salaires sur des comptes en banque locaux.	800 femmes et 1 200 hommes bénéficiaires ouvrent des comptes en banque pour accéder aux paiements.			
Nombre de journées de travail	Proposer 75 jours de travail par an aux bénéficiaires.	300 femmes et 300 hommes bénéficiaires travaillent au moins 75 jours par an.			
Montant des transferts	Proposer des transferts d'un montant adéquat.	Les bénéficiaires reçoivent des transferts représentant plus de 20 pour cent du revenu par tête.			
Distance à parcourir jusqu'aux sites de travail	Proposer des emplois à proximité des domiciles des bénéficiaires.	Il faut en moyenne 15 minutes pour parcourir la distance séparant les sites de travail des domiciles des bénéficiaires.			
Méthodes de doléances	Proposer des mécanismes de doléances aux bénéficiaires.	300 hommes et 300 femmes bénéficiaires portent plainte.			
Conditions de travail adaptées aux besoins des femmes	Proposer des sanitaires séparés pour les femmes et les hommes. Employer des formules sensibles au genre dans les communications relatives au programme. Veiller à la tolérance zéro concernant la violence sexuelle/sexiste au travail.	<ul style="list-style-type: none"> Tous les sites de travail proposent des salles de bain séparées pour les travailleurs de sexe féminin/masculin. Tous les sites de travail emploient des formules sensibles au genre dans les communications relatives au programme. Tous les sites de travail adoptent une politique de tolérance zéro concernant la violence sexuelle/sexiste au travail. 			

Source: Propres sources de l'auteur.

b. Évaluation des accomplissements du programme (résultats et impacts)

Une fois les activités et les produits du programme définis, l'étape suivante consiste à sélectionner les accomplissements précis - les résultats et les impacts - à mesurer. Les résultats ont trait aux changements précis survenus dans les attitudes, les comportements et/ou le statut des bénéficiaires du programme auxquels on s'attend suite aux activités et produits du programme. Les impacts décrivent les effets globaux que l'intervention aura à un moment donné futur.

Le suivi-évaluation doit évaluer et présenter les résultats et impacts liés au genre. Il doit saisir la manière dont les hommes et les femmes sont touchés, positivement ou négativement, par le projet.

Le cadre de suivi-évaluation collecte généralement des données sur les résultats «intermédiaires» que le programme cherche à obtenir par rapport à la population ciblée. Certains impacts peuvent être saisis à travers des collectes de données de suivi-évaluation de routine. Des techniques plus complexes d'évaluation d'impact seront requises pour déduire les impacts du programme sur les bénéficiaires et les non-bénéficiaires. Par exemple, les changements au niveau de l'utilisation du temps, des charges de travail des femmes et des hommes, et de l'accès aux économies peuvent être détectés durant la mise en œuvre du programme. D'autres types d'impact (p. ex. autonomisation des femmes, ou réduction de l'écart entre les sexes sur le marché du travail) peuvent mettre plus longtemps à se matérialiser et ne pouvoir être déterminés qu'après la fin du programme.

Un processus participatif avec les parties prenantes peut être utilisé pour choisir et définir les résultats précis à mesurer. Une première étape consiste à identifier des déclarations de résultat simples et positives qui expriment les résultats souhaités pour le programme de protection sociale. Elles décrivent à quoi ressemble un programme «réussi» pour différents types de parties prenantes, de manières qui sont pertinentes pour eux. Elles peuvent aussi être utilisées dans le cadre de consultations avec les parties prenantes pour veiller à ce que leur contribution soit prise en compte dans la formulation des résultats clés. Au moins une déclaration de résultat doit être formulée pour chaque produit du programme (voir le tableau 3). Une fois les déclarations de résultat déterminées, les changements sont mesurés grâce à des indicateurs (voir section suivante).

Le suivi-évaluation doit évaluer et présenter les résultats et impacts liés au genre.

Tableau 3: Exemple de déclarations de résultat

Domaine de changement	Produits	Déclarations de résultat
Quotas d'emplois	<ul style="list-style-type: none"> 1 000 femmes rurales pauvres s'inscrivent au PTP et accomplissent une année de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> L'accès des femmes à l'emploi s'est amélioré. Les femmes ont plus de revenus en espèces. Les femmes ont des investissements accrus dans les intrants de production.
Services de garde d'enfants	<ul style="list-style-type: none"> 600 femmes/hommes bénéficiaires confient leurs enfants à des services de garde. 1 500 enfants ont accès à des repas nutritifs sur les lieux de garde. 	<ul style="list-style-type: none"> La charge de travail de soins des femmes a diminué. La diversité du régime alimentaire des garçons et des filles s'est améliorée. Les garçons et les filles ont accès à plus d'aliments.
Formation en agroalimentaire et en égalité entre les sexes	<ul style="list-style-type: none"> 300 hommes et 300 femmes bénéficiaires s'inscrivent et terminent la formation. 	<ul style="list-style-type: none"> Les femmes et les hommes ont tiré des revenus supplémentaires des activités agroalimentaires. Les hommes sont plus conscients de l'importance de la promotion économique des femmes.

Source: Propres sources de l'auteur.

DEUXIÈME ÉTAPE: SÉLECTIONNER LES INDICATEURS

Une fois les déclarations de résultat définies, l'étape suivante consiste à choisir et identifier des indicateurs sensibles au genre pour mesurer le succès du programme.

a. Formuler les indicateurs

Les indicateurs sont des informations qui aident les membres du personnel du programme à mesurer les changements survenus au fil du temps. Les indicateurs constituent un moyen de mesurer les réalisations et de réfléchir aux changements qui peuvent se produire suite à une intervention. Leur caractère utile réside dans leur aptitude à indiquer des changements au niveau des rôles de genre et du bien-être des femmes et des hommes au fil du temps, et à mesurer la réalisation de l'égalité entre les sexes (FAO, 2015). Il faut mettre au point des indicateurs pour tous les niveaux d'accomplissements afin de suivre les progrès par rapport aux intrants, activités, produits, résultats et buts.

Il y a plusieurs choses à garder en tête lors de la mise au point d'indicateurs.

- ▶ Il doit y avoir au moins un indicateur pour chaque activité, produit, résultat et but dans votre cadre logique (voir le tableau 4).
- ▶ Dans la mesure du possible, les indicateurs doivent être ventilés par sexe, et d'autres variables qui sont pertinentes pour le programme (p. ex. âge, appartenance ethnique, situation familiale).
- ▶ Formuler les indicateurs de manière à permettre une comparaison des accomplissements pour les femmes et les hommes. Sans données comparables pour les femmes et les hommes, il est impossible d'évaluer si oui ou non une initiative a été efficace pour cibler et profiter à un groupe plutôt qu'à un autre, ou à aucun groupe.

- ▶ Choisir un petit nombre d'indicateurs pour faciliter la collecte des données.
- ▶ Veiller à ce que les données soient régulièrement analysées pour vérifier les progrès accomplis.
- ▶ Utiliser une combinaison de mesures qualitatives et quantitatives pour broser un tableau complet des changements qui ont lieu.

Encadré 7: Indicateurs quantitatifs et qualitatifs

Les indicateurs quantitatifs sont des mesures numériques des changements, comme le pourcentage de femmes ou hommes admissibles au sein d'une communauté donnée qui participent aux PTP.

Les indicateurs qualitatifs peuvent être définis comme les jugements, les croyances, les perceptions et les attitudes des gens sur un sujet, et leur évolution au fil du temps. Ces indicateurs sont utiles pour comprendre des aspects plus complexes liés à la «qualité» ou à la «mesure» des changements. Par exemple, les indicateurs qualitatifs peuvent mesurer les changements d'attitudes et de comportements des hommes et des garçons à l'égard de la promotion économique des femmes et des filles rurales, ou de l'autosuffisance et de l'autonomie accrues des femmes découlant de leur participation au programme.

Source: D'après IFPRI, 2018.

b. L'importance de données et de cibles de référence

Un point de départ ou une base de référence sont requis pour utiliser efficacement les indicateurs afin de mesurer les changements. Une base de référence est une mesure de la situation avant le début du programme. Ces informations peuvent être recueillies au moyen de recherches qualitatives et/ou d'une enquête quantitative. Des données de référence sensibles au genre peuvent être recueillies au moyen d'une ASGPV (voir le Guide technique 2). Il est difficile de mesurer les progrès accomplis grâce au programme si une base de référence n'a pas été établie avant la mise en œuvre du programme.

Pour chaque indicateur, une cible réaliste peut être définie, par rapport à laquelle les progrès peuvent être mesurés. Une cible désigne ce que l'on espère avoir accompli à la fin du programme. Les données et cibles de référence doivent correspondre aux indicateurs de l'activité, des résultats, des produits ou des buts (voir le tableau 4).

Tableau 4: Exemples d'indicateurs pour toute la chaîne des résultats

Domaine	Description du programme	Type d'indicateur	Exemple d'indicateurs	Base de référence	Cibles
Buts/ impacts	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire le taux de pauvreté des femmes et des hommes vivant en dessous du seuil de pauvreté national. • Renforcer l'autonomisation des femmes pauvres. 	Mesurer les impacts et réalisations à long terme dans le sens des objectifs globaux.	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des femmes et des hommes vivant en dessous du seuil de pauvreté national. • Nombre et pourcentage de femmes qui signalent une augmentation de leur autonomisation économique par rapport aux données de référence. 	100%	50%

Domaine	Description du programme	Type d'indicateur	Exemple d'indicateurs	Base de référence	Cibles
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> L'accès des femmes à l'emploi s'est amélioré. Les femmes ont plus d'argent et d'économies. Les femmes ont des investissements accrus dans les intrants de production. 	Mesurer les effets intermédiaires découlant directement des produits qui peuvent être nécessaires pour parvenir à l'impact souhaité.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes qui signalent une amélioration de l'accès aux espèces et à l'épargne, par rapport à un an plus tôt. Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes qui signalent une augmentation des investissements dans l'exploitation agricole, par rapport à un an plus tôt. Attitudes positives des hommes bénéficiaires à l'égard des femmes qui travaillent et contrôlent des revenus en espèces, par rapport à leurs attitudes avant le début du programme. 	0	50%
Produits	<p>1a. 1 000 femmes rurales pauvres s'inscrivent au PTP.</p> <p>1b. 1 000 femmes et hommes ruraux accomplissent une année de travail.</p>	Mesurer les résultats directs des activités et démontrer qu'elles ont l'effet escompté.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes inscrits au programme. Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes ayant accompli une année de travail. Nombre moyen de jours de travail en un an pour les femmes et les hommes bénéficiaires. 	0	60%
Activités	1. Mettre en œuvre des quotas de genre pour fournir des emplois aux femmes pauvres.	Mesurer la mise en œuvre des activités et démontrer que le programme est en bonne voie pour réaliser les buts prévus.	<ul style="list-style-type: none"> Quotas de genre établis dans tous les sites de travail. Quotas de genre mis en œuvre dans x sites de travail. 	0	100%

Source: Propres sources de l'auteur.

TROISIÈME ÉTAPE: PRÉCISER LA SOURCE DES DONNÉES, LA FRÉQUENCE DE LA COLLECTE DES DONNÉES ET LES PARTIES CHARGÉES DE RECUEILLIR LES DONNÉES

Une fois les indicateurs sélectionnés et formulés, l'étape suivante consiste à identifier la source des données qui seront utilisées pour mesurer les progrès. Le cadre de suivi-évaluation doit par ailleurs préciser la fréquence à laquelle les données devraient être recueillies et qui sera chargé de les recueillir. L'encadré 8 présente des questions clés qui peuvent être considérées durant cette étape du processus de planification.

a. Source des données: utiliser les données existantes ou nouvelles

La première tâche de cette étape consiste à déterminer où se procurer les données pour les indicateurs ventilés par sexe. Les données peuvent être recueillies grâce à une source existante ou nouvelle. Il existe de nombreuses sources de données

Encadré 8: Questions clés à poser pour orienter la sélection des méthodes de collecte de données

- Quel est le type d'informations souhaité?
- Quelles sont les informations et les données qui existent déjà? Quelles sont les nouvelles données requises?
- Des méthodes qualitatives ou quantitatives seront-elles préférables à cette fin? À quel niveau faut-il recueillir les données? Au niveau des ménages, des communautés, national?
- Qui peut être interrogé ou consulté pour mieux comprendre la dynamique de genre? Le chef de famille? Les femmes et hommes membres du ménage?
- Quand et à quelle fréquence les informations sur les différents indicateurs doivent-elles être recueillies?
- Qui devrait être chargé de la collecte des données?

Source: Adapté d'IFPRI, 2018.

secondaires, y compris le programme lui-même, les organismes gouvernementaux et le milieu universitaire. Ces sources peuvent fournir une variété de documents (p. ex. statistiques officielles, données sur les comptes nationaux, enquêtes nationales auprès des ménages, et documents de gestion et évaluation des programmes).

b. Méthodes de collecte des données pour la génération de nouvelles données

Pour certains indicateurs, de nouvelles données doivent être recueillies à travers des recherches primaires. Il existe une grande variété de méthodes quantitatives et qualitatives qui peuvent être utilisées pour générer de nouvelles données. Chacune de ces méthodes a un rôle précis à jouer au moment de comprendre les progrès accomplis par rapport aux questions de genre.

Les méthodes quantitatives, comme les enquêtes, sont importantes au moment de déceler des tendances générales parmi les populations étudiées. Les enquêtes auprès des ménages sont généralement utilisées dans le cadre des évaluations de la protection sociale afin de recueillir des données au niveau des ménages et des individus. Les données individuelles permettent de comparer les hommes et les femmes, et peuvent permettre de saisir les différences entre les sexes quant au point de vue des bénéficiaires concernant la qualité des services et des contraintes entravant l'accès aux services. Ces informations peuvent aussi saisir des tendances au niveau de la prise de décisions intra-ménage par les hommes et les femmes, de la propriété d'actifs, de la production agricole, des revenus et autres sujets.

Les enquêtes visant à recueillir des données individuelles peuvent être conçues comme des questionnaires autonomes, ou bien des modules d'enquêtes existants peuvent être modifiés pour incorporer des questions liées au genre.

Les méthodes qualitatives peuvent éclairer des questions de genre qui sont difficiles à mesurer à travers des statistiques ou des questionnaires d'enquête ordinaires. Par exemple, les méthodes qualitatives peuvent permettre au personnel chargé du suivi-évaluation de mieux comprendre les différentes manières dont les femmes et les hommes perçoivent des aspects intangibles du bien-être, comme le statut, l'auto-estime, l'expérience de la vulnérabilité et du risque, ou ce que signifie être «autonomisé» ou «privé d'autonomie» dans une société donnée. Des méthodes qualitatives peuvent être requises pour parvenir à mieux comprendre pourquoi et comment certains changements liés à la dynamique au sein des ménages se sont produits durant le programme.

Les **méthodes quantitatives**, comme les enquêtes, sont importantes au moment de déceler des tendances générales parmi les populations étudiées.

Les **méthodes qualitatives** peuvent éclairer des questions de genre qui sont difficiles à mesurer à travers des statistiques ou des questionnaires d'enquête ordinaires.

Il existe une variété de méthodologies qualitatives différentes qui peuvent être utilisées pour recueillir des informations (p. ex. entretiens, outils d'évaluation rurale participative et méthodes ethnographiques). L'encadré 9 met en relief quelques méthodes fréquemment utilisées pour la collecte de données qualitatives. Pour une discussion des outils participatifs, voir l'étude de cas approfondie du Rwanda présentée à la fin de cette section.

Encadré 9: Méthodes qualitatives fréquemment utilisées dans le suivi-évaluation

Des entretiens avec des interlocuteurs clés peuvent être menés avec les membres du personnel chargés de la protection sociale afin de recueillir leurs manières de voir et leurs perspectives, sur la base de leurs connaissances et expérience, pour une question particulière liée à la mise en œuvre des programmes. Par exemple, les membres du personnel du programme peuvent être interrogés pour comprendre si et comment des mécanismes de ciblage sensibles au genre ont été adoptés dans le cadre du programme, et l'incidence qu'ils ont eu sur l'inclusion des femmes et hommes bénéficiaires dans le programme et sur les changements observés au niveau de leur bien-être.

Les discussions en groupe de réflexion avec les femmes rurales adultes peuvent donner lieu à une vaste quantité d'informations sur les occasions de promouvoir l'autonomisation sociale et économique des femmes, et sur les manières dont l'intervention peut influencer leur assurance, leur autonomie financière et leur aptitude à gagner un revenu. Les discussions en groupes de réflexion sont utiles pour obtenir les points de vue de membres de groupes tout particulièrement marginalisés (p. ex. ouvriers familiaux non rémunérés, femmes et hommes issus de minorités ethniques, veuves).

Les entretiens approfondis menés (en général) avec un membre particulier du ménage peuvent donner une idée complète de son expérience et du processus personnel d'autonomisation qu'il ou elle a traversé durant le programme. Les entretiens approfondis avec les femmes peuvent créer un espace permettant de discuter de sujets sensibles (p. ex. la violence sexiste) et peuvent permettre aux personnes interrogées d'exprimer plus librement leurs opinions.

L'observation des participants peut donner des aperçus clés des rôles de genre dans les activités agricoles et non agricoles. Un long séjour dans les villages couverts par l'intervention peut fournir des informations sur les aspects de la dynamique et des négociations intra-ménage pour un certain nombre de questions (p. ex. le contrôle et l'utilisation des actifs, la distribution des aliments) que les personnes interrogées peuvent ne pas révéler dans le cadre des enquêtes.

Source: Propres sources de l'auteur.

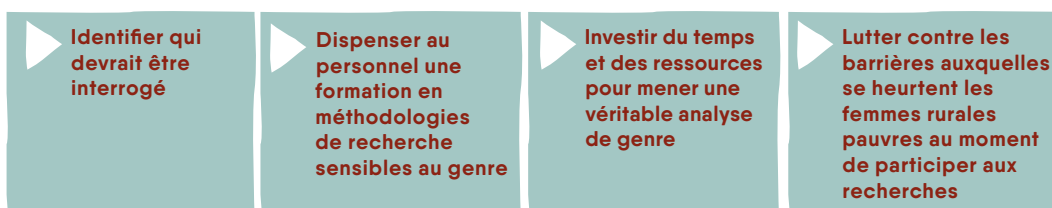
Les méthodes qualitatives et quantitatives présentent les unes et les autres des avantages et des limites (voir le tableau 5). Étant donné la grande variété de questions que le cadre de suivi-évaluation doit saisir, un ensemble de méthodologies multiples et variées peut être requis pour collecter des données multidimensionnelles (voir l'encadré 12 pour un exemple).

Tableau 5: Avantages et limites des méthodes de recherche quantitatives et qualitatives

Méthodes quantitatives	Méthodes qualitatives
<p>Avantages</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournissent des conclusions robustes et quantifiées. • Les techniques d'analyse des données sont standardisées. 	<p>Avantages</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moyen utile de découvrir les mécanismes et motivations étayant les impacts et les résultats de l'intervention. • Supposent généralement des frais moindres (échantillons plus petits) par rapport aux méthodes quantitatives.
<p>Limites</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coûteuses à mettre en œuvre (échantillons de grande taille). • Ne fournissent pas d'informations contextuelles. • Offrent des explications limitées quant aux raisons pour lesquelles les résultats ont été atteints ou non. 	<p>Limites</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les informations recueillies ne peuvent pas être généralisées. • L'analyse peut être complexe et peut nécessiter des connaissances locales considérables.

Source: Peersman, 2014.

Le processus de collecte de données lui-même doit être sensible au genre. Par exemple, les agents du suivi-évaluation peuvent envisager les actions suivantes.



- ▶ **Identifier qui devrait être interrogé:** Les données devront être recueillies au niveau individuel (p. ex. entretiens avec les hommes et les femmes du ménage) afin d'effectuer des comparaisons entre les sexes et de faire entendre les voix et les perceptions des femmes ainsi que des hommes. Pour certains aspects, il est aussi utile de recueillir des données au niveau des ménages et d'inclure les ménages avec des femmes et des hommes à leur tête comme unité d'analyse. Cela peut permettre une évaluation des écarts entre les sexes et permettre de comparer les changements agrégés au niveau des ménages.
- ▶ **Dispenser au personnel une formation en méthodologies de recherche sensibles au genre:** La collecte et l'analyse des données peuvent être influencées par les biais de genre qui découlent d'un manque de sensibilité aux questions de genre, ou des attitudes culturelles et pratiques sociales des membres du personnel qui prennent part au processus. Les agents de suivi-évaluation et les recenseurs doivent être formés en concepts de genre de base et en méthodes sensibles au genre de collecte et d'analyse des données. Cela supposerait de leur proposer des conseils sur les protocoles et mesures de recherches éthiques afin de protéger l'identité et la vie privée des personnes interrogées.
- ▶ **Investir du temps et des ressources pour mener une véritable analyse de genre:** La collecte de données ventilées par sexe peut être effectuée de manière relativement simple en planifiant à l'avance, et elle ne requiert pas forcément des spécialistes en genre. Cependant, les données recueillies doivent être bien analysées du point de vue du genre. Cela requiert une réflexion plus

approfondie et la formulation de questions appropriées pour parvenir à un niveau d'analyse plus profond. Il peut être nécessaire de faire intervenir des spécialistes du genre dans le processus.

- ▶ **Lutter contre les barrières auxquelles se heurtent les femmes rurales pauvres au moment de participer aux recherches:** On peut le faire en utilisant des chercheurs de sexe masculin et féminin, en trouvant des sites d'activités où les femmes se sentent à l'aise, en déterminant les moments les plus appropriés pour les femmes, et en utilisant des discussions en groupes de réflexion composés exclusivement de femmes ou d'hommes.

c. Fréquence et responsabilité: quand et à quelle fréquence faut-il recueillir les données et qui doit s'en charger?

Les agents de programme doivent déterminer à quelle fréquence seront mesurés les indicateurs. Certains indicateurs peuvent requérir une collecte régulière de données.

Par exemple, des données sur la mise en œuvre de quotas d'emplois peuvent être recueillies après chaque cycle de ciblage. Cependant, les données sur les résultats pour l'emploi au niveau individuel et sur les revenus peuvent devoir être recueillies tous les ans, à la fin de la saison agricole. Les indicateurs des activités et des produits sont généralement plus faciles à mesurer de manière plus fréquente que les indicateurs des résultats et des impacts.

Enfin, le cadre de suivi-évaluation doit préciser la personne ou l'entité chargée de la collecte des données pour chaque résultat et indicateur. En règle générale, les membres du personnel du programme qui prennent part au suivi de routine utilisent des indicateurs d'activités et de produits pour mesurer les progrès. Les experts indépendants en évaluation se concentrent sur des évaluations qui utilisent des indicateurs de résultats et d'impacts.

Les indicateurs des activités et des produits sont généralement plus faciles à mesurer de manière plus fréquente que les indicateurs des résultats et des impacts.

QUATRIÈME ÉTAPE: RÉFLÉCHIR AUX RÉSULTATS ET PRÉSENTER LES DONNÉES

La dernière étape du processus de suivi-évaluation consiste à préciser la manière dont les données seront présentées et à qui. Les accomplissements des activités de suivi-évaluation doivent être systématiquement présentés dans les documents de fin du projet/du programme ou dans les rapports de supervision, et distribués aux parties prenantes clés. Cela est requis pour permettre une discussion régulière sur les actions appropriées à prendre au vu des conclusions. Un processus continu d'apprentissage et de réflexion sur les résultats devrait être encouragé parmi les diverses parties prenantes. Par exemple, des réunions trimestrielles de réflexion peuvent être organisées parmi les membres du personnel et les décideurs clés pour discuter des conclusions recueillies durant le suivi et l'évaluation, et ajuster les documents du programme si besoin est. Ces réunions doivent être bien planifiées et inscrites au budget des plans de travail de suivi-évaluation.

Des boucles de rétroaction et des forums de discussion peuvent aussi être établis comme moyen de diffuser les conclusions à un public plus large, y compris le grand public, afin de promouvoir un engagement plus large en faveur de l'égalité entre les sexes. Des campagnes de plaidoyer basé sur les données factuelles peuvent contribuer à l'établissement de liens entre différentes institutions, à créer des occasions pour les départements gouvernementaux, les ONG, les bailleurs de fonds et les agences internationales d'apprendre les uns des autres, et à promouvoir des programmes de protection sociale sensibles au genre. Le tableau 6 présente un cadre de suivi-évaluation synthétisé.

DEUXIÈME PARTIE: Comment planifier un cadre de suivi-évaluation et une évaluation d'impact sensibles au genre

Tableau 6: Exemple de cadre de suivi-évaluation

Domaine	Description du programme	Indicateurs	Base de référence	Cibles	Source des données	Fréquence	Responsabilité	Rapport
But/impacts	<ul style="list-style-type: none"> Réduire le taux de pauvreté des femmes et des hommes vivant en dessous du seuil de pauvreté national. Renforcer l'autonomisation des femmes pauvres. 	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage des femmes et des hommes vivant en dessous du seuil de pauvreté national. Nombre et pourcentage de femmes qui signalent une augmentation de leur autonomisation économique par rapport aux données de référence. 	100%	50%	Enquête nationale	Fin du programme	Évaluateurs	Rapport d'évaluation d'impact, statistiques nationales
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> L'accès des femmes à l'emploi s'est amélioré. Les femmes ont plus d'argent et d'économies. Les femmes ont des investissements accrus dans les intrants de production. 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes qui signalent une amélioration de l'accès aux espèces et à l'épargne, par rapport à un an plus tôt. Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes qui signalent une augmentation des investissements dans l'exploitation agricole, par rapport à un an plus tôt. Attitudes positives des hommes bénéficiaires à l'égard des femmes qui travaillent et contrôlent des revenus en espèces, par rapport à leurs attitudes avant le début du programme. 	0	50%	Enquête auprès des ménages bénéficiaires Discussions en groupes de réflexion avec des hommes et des femmes bénéficiaires	Une fois par an	Agent de suivi-évaluation Consultant en évaluation	Rapport d'enquête
Produits	1a. 1 000 femmes rurales pauvres s'inscrivent au PTP. 1b. 1 000 femmes et hommes ruraux accomplissent une année de travail.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes inscrits au programme. Nombre et pourcentage de femmes et d'hommes ayant accompli une année de travail. Nombre moyen de jours de travail en un an pour les femmes et les hommes bénéficiaires. 	0	60%	Registres d'inscrits au programme Données des TEP	Après chaque cycle de ciblage Fin de l'année	Agent de suivi-évaluation	Rapport de programme annuel
Activités	1. Mettre en œuvre des quotas de genre pour fournir des emplois aux femmes pauvres.	<ul style="list-style-type: none"> Quotas de genre établis dans tous les sites de travail. Quotas de genre mis en œuvre dans x sites de travail. 	0	100%	Registres du programme	Après chaque cycle de ciblage	Personnel de terrain du programme	Rapport de programme annuel

Source: Propres sources de l'auteur.

2.4. Le rôle des évaluations d'impact

Cette section finale examine brièvement l'importance des évaluations d'impact et met en relief quelques questions à garder en tête au moment de concevoir une évaluation d'impact sensible au genre.



REMARQUE IMPORTANTE: Dans cette section nous n'entendons pas fournir un guide complet de la manière de concevoir et d'entreprendre des évaluations d'impact. Il existe de nombreuses et excellentes ressources qui peuvent être consultées à cette fin (voir l'annexe 1). Nous attirons simplement l'attention sur plusieurs questions que les évaluateurs doivent prendre en compte lors de la conception d'évaluations d'impact sensibles au genre dans le cadre d'un programme de protection sociale.

i. En quoi consiste une évaluation d'impact?

Comme on l'a déjà mentionné, les données de suivi-évaluation ne sont généralement recueillies que sur les bénéficiaires du programme, pas sur les non-bénéficiaires. Par conséquent, les données de suivi-évaluation ne peuvent pas être utilisées pour déduire les impacts du programme. Une évaluation d'impact est requise à cette fin. Une évaluation d'impact est une étude systématique qui emploie des techniques de recherche économétriques et qualitatives pour déduire l'impact causal d'un programme sur ses bénéficiaires. Les impacts sont déterminés en comparant les résultats pour les participants au programmes à ceux observés parmi les non-bénéficiaires (Rogers, 2014). Les évaluations d'impact peuvent attribuer les changements au niveau du bien-être des participants à des aspects spécifiques d'un programme de protection sociale. Les évaluations d'impact peuvent être utilisées pour générer des données factuelles robustes sur la manière dont les transferts en espèces et les PTP autonomisent les femmes et les hommes, et sur les éléments de conception qui sont requis pour parvenir à des résultats d'égalité entre les sexes.

Une évaluation d'impact est une étude systématique qui emploie des techniques de recherche économétriques et qualitatives pour déduire l'impact causal d'un programme sur ses bénéficiaires.

ii. Considérations à garder en tête lors de la planification d'une évaluation d'impact

Il y a quatre étapes principales à prendre en compte lors de la planification d'une évaluation d'impact sensible au genre.

La première étape consiste à formuler les questions globales d'évaluation sensible au



genre pour orienter l'évaluation. Pour des exemples de ces types de questions tirés d'un programme de protection sociale mené au Ghana, voir l'encadré 10.

La deuxième étape consiste à formuler une théorie du changement. Une théorie du changement bien développée est un outil essentiel pour orienter le processus d'évaluation et la collecte des données. Une théorie du changement explique comment les activités du programme sont censées produire une série d'accomplissements immédiats (produits) qui contribuent à la réalisation de résultats intermédiaires et, en fin de compte, à celle des impacts escomptés. Voir l'étude de cas approfondie du Rwanda à la fin de cette section.

La troisième étape consiste à décider de techniques de conception spécifiques pour évaluer les impacts. Les évaluations d'impact peuvent utiliser des conceptions randomisées ou expérimentales, quasi-expérimentales ou non expérimentales. Les

conceptions expérimentales construisent un groupe de traitement et un groupe témoin par assignation aléatoire. Les conceptions quasi-expérimentales construisent un groupe de comparaison au moyen de l'appariement, la régression par discontinuité, des scores de propension ou par d'autres moyens. Les conceptions non expérimentales évaluent de manière systématique si les données factuelles sont conformes à ce qui serait attendu si l'intervention produisait les impacts d'une part et, d'autre part, s'il y a d'autres facteurs qui pourraient donner une explication alternative (voir Rogers, 2014).

Enfin, pour les évaluations d'impact, comme pour les activités ordinaires de suivi-

Encadré 10: Exemples de questions d'évaluation clés tirées d'un programme de protection sociale mené au Ghana

Dans le cadre du Programme *Livelihood Empowerment against Poverty 1000* (LEAP – Revenu de subsistance contre la pauvreté) au Ghana, des transferts en espèces sont proposés aux femmes enceintes et aux mères de nourrissons de moins de 15 mois. Ce Programme a pour objectif d'améliorer leur situation financière et leur sécurité alimentaire et d'accroître leur accès aux services de santé maternelle et infantile. Parmi les questions de recherche utilisées dans une évaluation d'impact effectuée en 2016 du Programme LEAP 1000 figuraient les suivantes:

1. Quelle est l'incidence du Programme LEAP 1000 sur la malnutrition chronique des filles et des garçons?
2. Quelle est l'incidence du Programme LEAP 1000 sur l'adhésion aux services de santé parmi les femmes enceintes et allaitantes?
3. Quelle est l'incidence du Programme LEAP 1000 sur l'accès des femmes et des hommes à l'argent, et leur possession d'argent, et sur leurs activités rémunératrices et d'épargne?
4. Quelles sont les caractéristiques de conception et de mise en œuvre des programmes qui favorisent les impacts différenciés en fonction du sexe?

Source: de Groot, 2016.

évaluation, les chercheurs doivent identifier des méthodes de collecte des données pour construire des données crédibles relatives aux impacts. Les évaluations d'impact utilisent de plus en plus des approches de collecte des données employant plusieurs méthodes afin de permettre une compréhension plus complète des résultats du programme et de la manière dont ils ont été atteints. Une évaluation employant plusieurs méthodes désigne l'intégration systématique de méthodologies et de méthodes quantitatives et qualitatives à certains (ou à tous les) stades d'une évaluation (Perrin, 2012). Ce type d'approche aide à surmonter les faiblesses inhérentes à chacune des méthodes lorsqu'elles sont utilisées isolément. Elle accroît aussi la crédibilité des conclusions de l'évaluation parce que les informations sont triangulées à partir de différentes sources de données.

Des méthodes qualitatives et quantitatives peuvent être utilisées de telle sorte qu'elles se renforcent mutuellement. Par exemple, des recherches qualitatives peuvent être menées dans un premier temps afin de générer des données préliminaires qui peuvent contribuer à formuler les questions en vue d'enquêtes plus structurées à plus grande échelle. Des recherches qualitatives peuvent aussi suivre l'évaluation quantitative pour mieux définir les mécanismes qui impulsent les changements au sein d'une communauté et expliquer les impacts quantitatifs d'une intervention (voir l'encadré 11).

iii. Exploiter les données factuelles pour influencer les politiques et les programmes

Encadré 11: Exemple de la manière dont des recherches employant plusieurs méthodes ont été utilisées par l'UNICEF pour évaluer les impacts de genre du Programme de subventions aux enfants (*Child Grant Programme*) en Zambie

L'UNICEF a entrepris une évaluation employant plusieurs méthodes du Programme de subvention aux enfants (*Child Grant Programme*) en Zambie pour évaluer les impacts de ses subventions en espèces sur l'autonomisation des femmes rurales. L'élément de recherches quantitatives comportait une étude longitudinale de quatre ans parmi 2 519 ménages répartis dans trois districts ruraux. Quatre enquêtes de suivi parmi les ménages ont été effectuées au bout de 24, 30, 36 et 48 mois. L'instrument d'enquête comportait des questions destinées à la principale femme bénéficiaire au sein de chaque ménage sur l'autonomisation économique des femmes et leur statut financier. L'enquête se concentrait principalement sur le montant des économies en espèces des femmes, l'administration de petites entreprises, la prise de décisions au sein des ménages et les aspirations futures.

Les enquêtes quantitatives ont été suivies d'études qualitatives afin de mieux comprendre les conclusions. Une série exceptionnelle d'entretiens approfondis a été menée dans le district de Kaputa une fois l'enquête terminée. Trente entretiens approfondis avec des femmes et dix avec des partenaires de sexe masculin ont été menés pour découvrir pourquoi et comment les changements observés dans le cadre de l'enquête ont eu lieu, et pour déterminer de manière plus détaillée l'effet qu'a eu le Programme sur la prise de décisions des femmes et la dynamique intra-ménages globale. Des entretiens avec des interlocuteurs clés non bénéficiaires ont aussi été menés pour examiner toutes différences sous-jacentes dans leurs réponses par rapport à celles des bénéficiaires. Les recherches qualitatives ont contribué à mieux comprendre la manière dont les femmes et les hommes voyaient et conceptualisaient l'«autonomisation» dans leurs contextes locaux respectifs.

Source: Bonilla *et al.*, 2017.

Une meilleure compréhension de la dynamique de genre au sein des programmes de protection sociale améliorera l'aptitude de ces programmes à être inclusifs et à donner lieu à des avantages pour tout le monde, en particulier les plus vulnérables.

Les évaluations d'impact des transferts en espèces assortis de conditions se sont généralement concentrées sur à peine quelques résultats en matière de genre, comme l'éducation, la nutrition et la santé. Une vague plus récente d'études a examiné une gamme plus large de résultats liés à l'emploi, la génération de revenus et l'accès aux ressources pour les femmes, ainsi que la violence sexiste (IEG, 2014). Grâce à la méthodologie de l'Indice d'autonomisation des femmes dans le secteur agricole (WEAI)⁹, la FAO (2015) a examiné les impacts des interventions de protection sociale sur des sujets complexes et difficiles à cerner, comme l'autonomisation des femmes, leur promotion économique, leur pouvoir de négociation et leur libre arbitre.

L'augmentation des investissements à l'avenir afin de mettre au point des approches utiles pour mesurer les résultats et les changements au niveau de l'autonomisation des femmes sera cruciale pour rendre la protection sociale plus efficace au moment de réduire la pauvreté et de favoriser l'égalité entre les sexes. Cependant, il ne suffit pas de recueillir des données à travers le suivi-évaluation et les évaluations d'impact pour renforcer les engagements à entreprendre des programmes plus sensibles au genre. Les données factuelles doivent par ailleurs être présentées et communiquées de manière plus systématique afin de stimuler l'apprentissage et la discussion parmi les décideurs et d'autres acteurs pertinents qui travaillent dans les domaines de la protection sociale et du genre. Une meilleure compréhension de la dynamique de genre au sein des programmes de protection sociale améliorera

⁹ Mis au point par Feed the Future (sous la direction d'USAID), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et l'Oxford Poverty and Human Development Initiative.

l'aptitude de ces programmes à être inclusifs et à donner lieu à des avantages pour tout le monde, en particulier les personnes les plus vulnérables.

Questions de synthèse

- ▶ Qu'est-ce que le suivi-évaluation?
- ▶ Pourquoi le suivi-évaluation participatif et sensible au genre est-il important?
- ▶ Quelles sont les étapes clés au moment d'entreprendre un suivi-évaluation sensible au genre?



DEUXIÈME PARTIE: Comment planifier un cadre de suivi-évaluation et une évaluation d'impact sensibles au genre



Exercice 2: Élaborer un plan pour mener un suivi- évaluation sensible au genre

(VOIR L'ANNEXE 3:
OUTILS
D'APPRENTISSAGE)

Étude de cas approfondie: recherches menées par la FAO au Rwanda pour une évaluation d'impact employant plusieurs méthodes

La FAO a mené une étude de cas sur l'élément de travaux publics du VUP au Rwanda afin de mieux comprendre la manière dont les programmes de protection sociale peuvent promouvoir l'autonomisation des femmes rurales dans le cadre d'une stratégie de réduction de la pauvreté rurale. Un ensemble de trois hypothèses a été élaboré et mis à l'épreuve afin de comprendre l'impact des travaux publics sur la promotion économique, le pouvoir et le libre arbitre des femmes:

- ▶ L'hypothèse relative à la promotion économique: les programmes de protection sociale (en l'espèce, les travaux publics entrepris dans le cadre du VUP) favoriseront la promotion économique des femmes en augmentant leurs ressources de production (p. ex. revenus et accès au crédit et à l'épargne) et en améliorant leurs compétences et opportunités d'emploi.
- ▶ L'hypothèse relative au pouvoir et au libre arbitre: la protection sociale (travaux publics du VUP) augmentera le pouvoir et le libre arbitre des femmes en accroissant leur pouvoir de négociation au sein du ménage et de la communauté dans son ensemble. Cela renforcera l'assurance des femmes, leur aptitude à participer à des réseaux sociaux, et leur participation à la prise de décisions dans l'arène publique.
- ▶ L'hypothèse relative aux opérations: Les caractéristiques opérationnelles et de conception des programmes de protection sociale (travaux publics du VUP) garantiront l'accès égal par les femmes aux prestations et bâtiront des liens avec des services communautaires et des interventions liées aux moyens d'existence qui promouvront l'égalité entre les sexes et l'autonomisation économique des femmes.

Pour mettre à l'épreuve ces hypothèses, l'étude a adopté une approche employant plusieurs méthodes pour recueillir les données.

L'élément quantitatif englobait une enquête auprès des ménages et des enquêtes individuelles auprès de ménages participants sur les sites du VUP, et auprès de ménages d'une communauté comparable. Le questionnaire individuel a été éclairé par la méthodologie du WEAI, qui mesure l'autonomisation à travers des aspects comme le pouvoir de prise de décisions et le contrôle exercé sur les actifs liés à l'agriculture. Le module individuel du WEAI englobait des informations sur la contribution de la personne interrogée à la prise de décisions du ménage autour de la production et de la génération de revenus, l'accès aux actifs de production et au crédit, l'accès à la vulgarisation agricole ou autres formations, le leadership et l'influence individuels au sein de la communauté, et l'utilisation du temps. L'enquête parmi les ménages englobait elle aussi un module portant spécifiquement sur les aspects de la conception du VUP.

La conception de l'étude qualitative était fondée sur trois méthodes: des discussions en groupe de réflexion, des entretiens semi-structurés avec des interlocuteurs clés, et des études de cas approfondies des ménages. Dans chaque site de recherche, les discussions en groupe de réflexion ont été menées avec les femmes et les hommes qui étaient les bénéficiaires des travaux publics du VUP, des femmes et des hommes non bénéficiaires (y compris certains qui étaient admissibles pour les PTP), des leaders d'opinion, et des membres de la communauté qui contribuaient à la mise en œuvre du VUP. Les entretiens avec des interlocuteurs clés englobaient des entretiens avec des agents administratifs, des membres des structures administratives qui contribuent au VUP (p. ex. l'agence locale de développement administratif au niveau national et les responsables du VUP au niveau

sectoriel), des professionnels du secteur social, y compris des enseignants, des assistants sociaux, et des personnes travaillant dans les domaines de la santé et de la vulgarisation agricole, et des représentants du Conseil national des femmes, d'associations villageoises d'épargne et de prêt et d'autres groupes.

Un certain nombre d'outils participatifs ont également été appliqués durant les discussions en groupes de réflexion pour recueillir les informations.

- ▶ Une analyse du bien-être communautaire a été utilisée avec les leaders d'opinion afin de: (i) comprendre le statut socio-économique de la communauté et les différences de genre perçues entre groupes de richesse; et (ii) comprendre les perceptions de l'efficacité du ciblage du VUP.
- ▶ Un exercice de cartographie a été entrepris pour comprendre les différences entre l'accès aux ressources du ménage pour les hommes et les femmes et leur contrôle sur ces ressources, y compris les actifs de production, les ressources naturelles et la main-d'œuvre familiale.
- ▶ Un calendrier saisonnier, en combinaison avec une description de la division du travail entre les femmes et les hommes, a été utilisé pour examiner l'incidence des variations saisonnières sur les activités agricoles et non agricoles clés, et sur la division entre les sexes des tâches parmi les membres de la famille.
- ▶ La cartographie organisationnelle et les profils de groupe (diagrammes Venn) ont été utilisés pour comprendre les caractéristiques des institutions, des organisations et des groupes actifs au sein de la communauté, ainsi que les liens entre eux, et leur importance et valeur pour les hommes et les femmes au sein de la communauté.

Globalement, l'étude a constaté que le VUP ne promeut que marginalement la promotion économique et le pouvoir de négociation et la prise de décisions des femmes bénéficiaires. Il a été constaté que les problèmes opérationnels et les défis à relever dans la mise en œuvre représentaient des obstacles considérables entravant l'autonomisation des femmes. L'étude a proposé plusieurs recommandations afin d'améliorer la conception et les mécanismes d'exécution du VUP, y compris le ciblage des bénéficiaires, l'adaptation des activités en fonction de la dynamique de genre au sein des ménages, et l'incorporation d'indicateurs de genre de base dans le système de gestion des informations afin de mesurer les progrès constatés au niveau de l'autonomisation économique des femmes et des hommes et les changements observés dans leurs moyens d'existence de production. Les conclusions de l'évaluation ont éclairé une reconception du VUP de manière à améliorer ses dispositions de conception sensibles au genre et ses résultats en matière de pauvreté.

Source: Pavanello *et al.*, 2016; Warring *et de la O Campos*, 2016.

ANNEXE 1

Resources clés

Ressources de la FAO sur la protection sociale et le genre

Publications des recherches sur le projet de protection sociale «De la protection à la production»: www.fao.org/economic/ptop/publications/reports/fr/

Publications de la FAO sur le genre

www.fao.org/gender/resources/publications/en/

Voir en particulier:

de la O Campos, A.P. 2015. *Empowering rural women through social protection. Rural transformations*. Technical Papers Series No. 2. Rome, FAO. www.fao.org/3/a-i4696e.pdf)

FAO. 2013. *Gender Focal Points: Introductory Training Module*, Rome.

FAO. 2017. *Cadre de protection sociale: Promouvoir le développement rural pour tous..* Rome. www.fao.org/3/a-i7016f.pdf

Publications d'Innocenti et du Transfer Project sur les évaluations d'impact des transferts en espèces

https://transfer.cpc.unc.edu/?page_id=310

Voir en particulier:

Davis, B., Handa, S., Hypher, N., Winder-Rossi, N., Winters, P. & Yablonski, J., eds. 2016. *From Evidence to Action: The Story of Cash Transfers and Impact Evaluation in sub-Saharan Africa*. Oxford, Royaume-Uni, FAO, UNICEF et Oxford University Press. www.fao.org/publications/card/en/c/0b24b92e-5254-4d06-a317-84ccd6babe23/

Rogers, P. 2014. *Présentation de l'évaluation d'impact.*, UNICEF. www.unicef-irc.org/publications/759-pr%C3%A9sentation-de-l%C3%A9valuation-dimpact-note-m%C3%A9thodologique-%C3%89valuation-dimpact-n%C2%B0.html

Ressources de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la protection sociale

www.ilo.org/global/topics/social-security/lang--fr/index.htm

Voir en particulier:

OIT. 2015. *Rapport mondial sur la protection sociale 2014/15. Bâtir la reprise économique, le développement inclusif et la justice sociale.* Genève, Suisse.

www.ilo.org/global/research/global-reports/world-social-security-report/2014/lang--fr/index.htm

Tanzarn, N. & Gutierrez, M.T. 2015. *Illustrated Guidelines for Gender-responsive Employment Intensive Investment Programmes.* Genève, Suisse, OIT. www.ilo.org/global/topics/employment-intensive-investment/publications/WCMS_459976/lang--en/index.htm

Ressources de la Banque mondiale sur la protection sociale et le genre

<https://openknowledge.worldbank.org/discover?query=social%20protection>

Voir en particulier:

IEG (Independent Evaluation Group). 2014. *Social safety nets and gender. Learning from impact evaluations and World Bank projects.* Washington, DC, Banque mondiale. <https://ieg.worldbankgroup.org/evaluations/social-safety-nets-and-gender-learning-impact-evaluations-and-world-bank-projects>

Banque mondiale. 2012. *Rapport sur le développement dans le monde 2012: Égalité des genres et développement.* Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/4391>

Banque mondiale. 2015. *The state of social safety nets 2015.* Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/22101>

Ressources de l'Institute of Development Studies (IDS) sur la protection sociale et le genre

www.ids.ac.uk/idsresearch/centre-for-social-protection

Ressources de l'ODI sur la protection sociale et le genre

[www.odi.org/search/site?f\[0\]=im_field_programme%3A38&f\[1\]=bundle%3Aresource&solrsort=ds_sort_date%20desc](http://www.odi.org/search/site?f[0]=im_field_programme%3A38&f[1]=bundle%3Aresource&solrsort=ds_sort_date%20desc)

Plateforme sur la protection sociale et les droits de l'homme

<http://socialprotection-humanrights.org>

ANNEXE 2

Liste des interlocuteurs clés

Experts externes

Deepta Chopra

Chargée de recherche, IDS

Valeria Esquivel

Chargée de recherche principale, UNRISD (au moment de l'entretien, Valeria était basée au sein de l'UNRISD)

Rebecca Holmes

Chargée de recherche, ODI

Nicola Jones

Chargée de recherche, ODI

Anna McCord

Consultante indépendante

Amber Peterman

Chercheuse en évaluation d'impact, Bureau de recherche de l'UNICEF – Innocenti

Pamela Pozarny

Chargée de recherche principale, Centre de ressources pour la gouvernance et le développement social (*Governance and Social Development Resource Centre – GSDRC*)/FAO (au moment de l'entretien, Pamela était basée au sein du GSDRC)

Rachel Sabates-Wheeler

Chargée de recherche, IDS

Points focaux de la FAO

Mohamed Ag Bendeck

Point focal protection sociale, Bureau régional de la FAO pour l'Afrique

Claudia Brito

Point focal genre, Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

AlHassan Cisse

Point focal protection sociale, Bureau régional de la FAO pour l'Afrique

Abdurazakova Dono

Point focal protection sociale, Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale

Pablo Faret

Point focal protection sociale, Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Alfredo Impiglia

Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient

Flavia Lorenzon

Point focal protection sociale, Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient

Clara Park

Point focal genre, Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Ishida Tomomi

Point focal protection sociale, Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

ANNEXE 3

Outils d'apprentissage

Exercice 1: Évaluer les opportunités et les défis pour l'adoption d'une mise en œuvre des programmes sensible au genre

OBJECTIF D'APPRENTISSAGE: Évaluer les possibilités de mise en œuvre des engagements de conception sensibles au genre dans le travail quotidien et les défis qu'elle présente.

Temps approximatif requis

30 minutes (discussions en groupes)

20 minutes (présentation des conclusions)

20 minutes (discussions en plénière)

Notes à l'attention du facilitateur

Utiliser une liste de contrôle des stratégies clés pour l'intégration du genre dans les systèmes de mise en œuvre de la protection sociale (voir la discussion figurant dans la première partie) et encourager les participants à réfléchir aux possibilités d'aborder les questions de genre de manière plus sérieuse dans leur travail quotidien, et aux défis que cela présente. S'ils travaillent déjà sur la programmation sensible au genre, les participants peuvent discuter de la manière dont le genre est intégré (ou non) dans les divers stades du cycle de mise en œuvre du programme, des points forts et des points faibles associés à cette approche, et de la manière de relever ces défis.

Exercice 2: Élaborer un plan pour mener un suivi-évaluation sensible au genre (groupes de discussion et plénière)

OBJECTIF D'APPRENTISSAGE: Donner l'occasion d'employer les connaissances et les conseils pour élaborer un plan de suivi-évaluation.

Temps approximatif requis

60 minutes (discussions en groupes et élaboration d'affiches)

20 minutes (présentation des conclusions)

20 minutes (discussions en plénière)

Notes à l'attention du facilitateur

- ▶ Diviser les participants en petites équipes chargées d'entreprendre les tâches suivantes et de créer des affiches présentant les principales conclusions des consultations:
 - Tâche 1: Discuter des principaux objectifs et de la finalité du suivi-évaluation sensible au genre dans le programme de protection sociale existant.
 - Tâche 2: Dessiner sur le tableau les grands domaines thématiques de l'analyse présentée dans la section 2.3 et faire une liste des questions et

sujets pertinents à suivre et évaluer. Les participants devraient se référer à l'étape 1 pour orienter leur discussion.

- Tâche 3: Décider des «domaines de changement» et formuler des «déclarations de résultat». Pour chaque «résultat de changement», identifier un indicateur ventilé par sexe. Utiliser les tableaux 3 et 4 respectivement pour orienter la discussion.
- Tâche 4: Selon le type d'indicateur identifié à l'étape 3, sélectionner les méthodes de collecte des données appropriées et les outils d'évaluation des progrès.
- Tâche 5: Quelles sont les approches et les stratégies de diffusion des résultats des recherches qui seraient appropriées pour communiquer efficacement les résultats du suivi-évaluation? Discuter des acteurs les plus pertinents pour diriger/prendre part au processus de communication des résultats des recherches.

Références

- Ayers, J., Anderson, S., Pradhan, S. & Rossing, T.** 2012. *Participatory Monitoring, Evaluation, Reflection and Learning for Community-based Adaptation: PMERL Manual. A Manual for Local Practitioners*. Genève, Suisse, CARE International. (également disponible sur www.care.org/sites/default/files/documents/CC-2012-CARE_PMERL_Manual_2012.pdf)
- Bonilla, J., Castro Zarzur, R., Handa, S., Howlin, C., Peterman, A., Ring, H. & Seidenfeld, D.** 2017. Cash for women's empowerment? A mixed-methods evaluation of the Government of Zambia's Child Grant Program. *World Development*, 95: 55-72. (également disponible sur www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X15311682)
- Cirillo, C. & Tebaldi, R.** 2016. *Social Protection in Africa: Inventory of Non-Contributory Programmes*. Brasilia, CIP-CI & UNICEF. (disponible sur www.ipc-undp.org/joint-publications-004-social-protection-africa-inventory-non-contributory-programmes)
- Chopra, D., Kelbert, A.W. & Iyer, P.** 2013. *A Feminist Political Economy Analysis of Public Policies Related to Care: A Thematic Review*. Evidence Report No. 9. Brighton, Royaume-Uni, IDS. (également disponible sur www.ids.ac.uk/publication/a-feminist-political-economy-analysis-of-public-policies-related-to-care-a-thematic-review)
- de Groot, R.** 2016. *Ghana LEAP 1000 Impact Evaluation: Overview of Study Design*. Innocenti Research Brief. Florence, Italie, Bureau de recherche de l'UNICEF. (également disponible sur www.unicef-irc.org/publications/851-ghana-leap-1000-impact-evaluation-overview-of-study-design.html)
- Emmett, B.** 2012. *Electronic payment for cash transfer programmes: Cutting costs and corruption or an idea ahead of its time?* Pension Watch Briefing No. 8. Londres, HelpAge International. (également disponible sur www.cashlearning.org/downloads/Pension-watch-briefing-no-8-FINAL.pdf)
- FAO.** 2015. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2015. Protection sociale et agriculture: Briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale*. Rome. (également disponible sur www.fao.org/publications/sofa/2015/fr/)
- FAO.** 2017. *Cadre de protection sociale: promouvoir le développement rural pour tous*. Rome. (également disponible sur www.fao.org/3/a-bl182f.pdf)
- Hall, S.** 2015. *Gender Assessment of Access to Social Safety Nets in Afghanistan. Final Report*. Washington, DC, Banque mondiale.
- Holloway, K., Rouse, R. & Niazi, Z.** 2017. *Women's Economic Empowerment Through Financial Inclusion. A Review of Existing Evidence and Remaining Knowledge Gaps*. Innovations for Poverty Action. (également disponible sur www.poverty-action.org/sites/default/files/publications/Womens-Economic-Empowerment-Through-Financial-Inclusion.pdf)
- Holmes, R. & Jones, N.** 2010. *How to design and implement gender-sensitive social protection programmes*. ODI Toolkit. Londres, ODI. (également disponible sur www.odi.org/publications/5093-design-implement-gender-sensitive-social-protection-programmes)

- IEG (Independent Evaluation Group).** 2014. *Social safety nets and gender. Learning from impact evaluations and World Bank projects.* Washington, DC, Banque mondiale. (également disponible sur <https://ieg.worldbankgroup.org/evaluations/social-safety-nets-and-gender-learning-impact-evaluations-and-world-bank-projects>)
- IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires).** 2018. Gender, Agriculture, and Assets Project, Phase 2 (GAAP2). [en ligne]. [Cité le 28 juillet 2018] <http://gaap.ifpri.info>
- McCord, A., Holmes, R. & Harman, L.** 2017. *Indicators to measure social protection performance: Implications for European Commission programming.* Tools and Methods Series, Concept Paper No. 5. Bruxelles, Commission européenne. (également disponible sur <https://europa.eu/capacity4dev/t-and-m-series/document/indicators-measure-social-protection-performance>)
- Molyneux, M.** 2017. *Social protection and gender: Where are we now and what next?* Présentation préparée pour la série de webinaires FAO et PNUD-ICG sur le genre et la protection sociale.
- Molyneux, M. & Thompson, M.** 2012. *CCT programmes and women's empowerment in Peru, Bolivia and Ecuador.* CARE. (également disponible sur <https://insights.careinternational.org.uk/publications/cct-programmes-and-womens-empowerment-in-peru-bolivia-and-ecuador>)
- Pavanello, S., Pozarny, P., de la O Campos, A.P. & Warring, N.** 2016. *Qualitative research on rural women's economic empowerment and social protection. The Impacts of Rwanda Vision 2020 Umurenge Programme (VUP).* Qualitative report. Rome, FAO. (également disponible sur www.fao.org/family-farming/detail/en/c/445026/)
- Peersman, G.** 2014. *Overview: Data Collection and Analysis Methods in Impact Evaluation.* Methodological Briefs: Impact Evaluation 10. Florence, Italie, Bureau de recherche de l'UNICEF. (également disponible sur www.unicef-irc.org/publications/755-overview-data-collection-and-analysis-methods-in-impact-evaluation-methodological.html)
- Perrin, B.** 2012. *Linking Monitoring and Evaluation to Impact Evaluations.* Impact Evaluation Notes No. 2. Inter Action. (également disponible sur www.interaction.org/sites/default/files/Linking%20Monitoring%20and%20Evaluation%20to%20Impact%20Evaluation.pdf)
- Rogers, P.** 2014. *Présentation de l'évaluation d'impact.*, UNICEF. www.unicef-irc.org/publications/759-pr%C3%A9sentation-de-l%C3%A9valuation-dimpact-note-m%C3%A9thodologique-%C3%89valuation-dimpact-n%C2%B0.html
- Tebaldi, R.** 2016. *Gender and social protection in sub-Saharan Africa: a general assessment of programme design.* Research Brief No. 58. Brasília, Brésil, CIP-CI. (également disponible sur www.ipc-undp.org/pub/eng/PRB58_Gender_and_social_protection_in_sub_Saharan_Africa.pdf)
- Wallace, T. & Chapman, J.** 2011. *Walking the Talk: Cash Transfers and Gender Dynamics.* Rapport de Concern Worldwide et Oxfam GB. Londres, Oxfam GB. (également disponible sur <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/walking-the-talk-cash-transfers-and-gender-dynamics-131869>)
- Warring, N. & de la O Campos, A.P.** 2016. Research on rural women's economic empowerment and social protection. The Impacts of Rwanda Vision 2020 Umurenge Programme (VUP). Quantitative report. Rome, FAO. (également disponible sur www.fao.org/publications/card/en/c/71f973f4-7c34-4ab7-bb91-e2042f54c023/)

Cette Trousse à outils en trois parties porte sur le rôle de la protection sociale dans la réduction des inégalités entre les sexes, la pauvreté et la faim dans les zones rurales. La Trousse à outils est composée de trois guides techniques. Le premier présente les programmes de protection sociale sensibles au genre pour lutter contre la pauvreté rurale. Le second fournit des conseils pratiques sur une conception sensible au genre des programmes de transferts en espèces et de travaux publics. Le troisième et dernier guide est consacré à l'intégration du genre dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes de transferts en espèces et de travaux publics.

La Trousse à outils sur les programmes de protection sociale sensibles au genre pour lutter contre la pauvreté et la faim en milieu rural est conçue pour aider les praticiens et les responsables politiques en matière de protection sociale et de genre dans leurs efforts visant à appliquer de façon systématique une optique genre aux programmes de protection sociale d'une manière qui soit conforme aux accords mondiaux et aux engagements de la FAO afin d'élargir les systèmes de protection sociale aux femmes rurales et, plus généralement, aux populations rurales.

ISBN 978-92-5-133072-2



9 789251 330722

CA2035FR/1/07.20